

MÉDIACRITIQUES

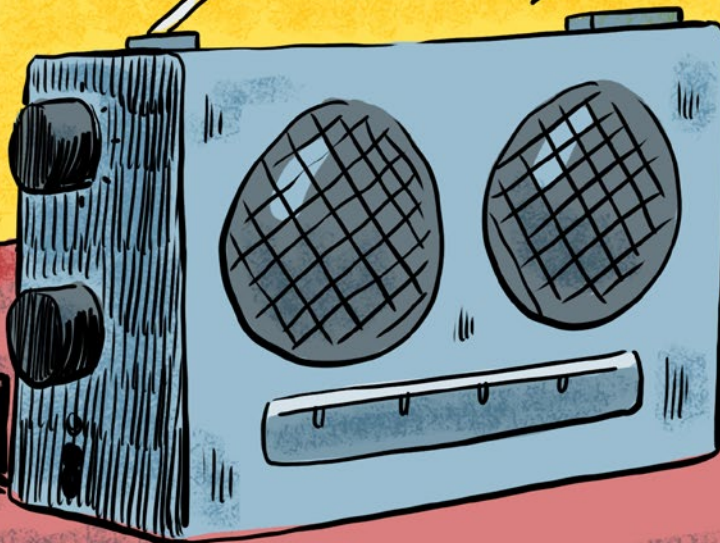
REVUE TRIMESTRIELLE
D'ACRIMED

ORWELLISATION DU DÉBAT PUBLIC

LA GAUCHE,
C'EST LE
FASCISME!

LA GUERRE,
C'EST LA
CIVILISATION!

LE RACISME,
C'EST LA LIBERTÉ
D'EXPRESSION!



ACRIMED SUR BLAST



**VIDÉOS DISPONIBLES SUR
LES SITES DE BLAST ET D'ACRIMED,
SUR YOUTUBE ET PEERTUBE**



Mise en avant de Bruno Retailleau (P. 43), banalisation du RN, « polémiques » incessantes sur le voile, discours anti-immigration, cabale contre l'humoriste Merwane Benlazar... Sécurité, islam, immigration, autorité : les obsessions de l'extrême droite et de la droite réactionnaire saturent l'agenda des grands médias.

De CNews à (feu) la chaîne C8 en passant par le JDD et le JDNews, Europe 1, Sud Radio, *Valeurs actuelles* ou *Frontières*, le pôle réactionnaire se consolide avec l'appui du capital – Vincent Bolloré en tête, puissant promoteur de « l'union des droites » – et influence d'autant plus facilement le reste du paysage médiatique que le barrage à l'extrême droite y est en carton-pâte.

La construction de « la peur de l'islam » est notamment loin d'être une nouveauté, à laquelle contribuent, depuis 2020, les cabales incessantes de la sphère politico-journalistique contre « l'islamo-gauchisme ». De logiques structurelles en routines professionnelles ordinaires, nombreux sont en effet les mécanismes qui, au sein des médias dit « respectables », contribuent depuis au moins quatre décennies à la banalisation de l'extrême droite, à la légitimation de mots d'ordre sécuritaires et identitaires... et de leurs représentants politiques. Éric Zemmour en aura largement profité, dont la candidature à l'élection présidentielle de 2022 a polarisé l'agenda journalistique. Le racisme ? Un formidable outil de carrière au sein des grands médias.

Face à la déprogrammation de C8, les estafiers de Bolloré s'érigent en « défenseurs de la liberté d'expression » et hurlent à la censure alors qu'Hanouna a déjà un plan B et que l'extrême droite dispose d'autres fréquences audiovisuelles. La passivité de l'Arcom et des pouvoirs publics face à ce type d'outrances démontre la fragilité des « garde-fous » censés encadrer le débat public. Quand il ne s'agit pas, plus simplement, de complicité : loin d'opérer le moindre « cordon sanitaire » avec les médias Bolloré, les ministres d'Emmanuel Macron ont donné des interviews au JDD chaque semaine entre septembre et mars 2025, tout en figurant fièrement sur plus de la moitié des Unes de l'hebdomadaire à la même période (P. 6).

Nous assistons donc ni plus ni moins qu'à la radicalisation (à droite toute) du champ politique et de la plupart des chefferies médiatiques ; à l'alignement croissant du « cercle de la raison » sur le pôle le plus réactionnaire de la vie publique, avec lequel il communique dans une fuite en avant autoritaire.

Entamé de longue date, ce processus se durcit et s'accompagne d'une diabolisation systématique de la gauche de rupture et des mouvements antiracistes. De CNews à Europe 1, la marche du 22 mars est assimilée à « une manifestation contre les juifs » (Europe 1, 19 mars), une « manifestantisémitisme » selon Plantu (X, 13 mars), et La France insoumise est clouée au pilori alors qu'il y a quelques semaines, une large partie des médias s'interrogeaient gentiment

sur la signification... du salut nazi d'Elon Musk. Bref, l'orwellisation du débat public bat son plein.

De ce point de vue, le traitement de la question palestinienne est absolument central et agit depuis un an et demi à la fois comme un symptôme... et un accélérateur (P. 24). Il donne à voir l'état de déliquescence du débat public et les mécanismes par lesquels les médias dominants jouent structurellement contre la pensée critique... et contre la pensée tout court. Il met à jour l'impensé colonial et les œillères racistes qui structurent la lecture de cette guerre génocidaire, d'emblée pensée dans la plupart des grands médias comme « guerre de civilisation » de l'État d'Israël au nom de la défense des « valeurs occidentales ». De déshumanisation des Palestiniens en accompagnement de la propagande israélienne, le naufrage journalistique continue...

Face au chaos orchestré par les (extrêmes) droites et leurs relais, il faut faire front et inclure de toute urgence la question médiatique à l'agenda des luttes. Revendiquer notre droit à une information réellement pluraliste et indépendante et mettre enfin à l'ordre du jour une transformation radicale des médias, contre la prédation des capitalistes de tous bords et la marchandisation de l'information ! ■

ours

Médiacritiques

Revue trimestrielle d'Acrimed

Acrimed

Maison des associations
6 cours des Alliés
35000 Rennes

Directeur de la publication

Mathias Reymond

Secrétaires de rédaction

Maxime Friot et Pauline Perrenot

Tous les articles publiés sont le produit d'un travail collectif et engagé collectivement l'association Acrimed. C'est pourquoi, sauf exception, ils ne sont pas signés.

Ont collaboré à ce numéro

Lucas Baire, Guillaume Dartigue, Maxime Friot, Ali Kebir, Meriem Laribi, Blaise Magnin, Antonin Padovani, Jean Pérès, Pauline Perrenot, Olivier Poche, Mathias Reymond

Une

Tommy Dessine

Dessins

Colloghan, Tommy Dessine

Conception graphique et mise en page

Adrien Labbe

Typographies

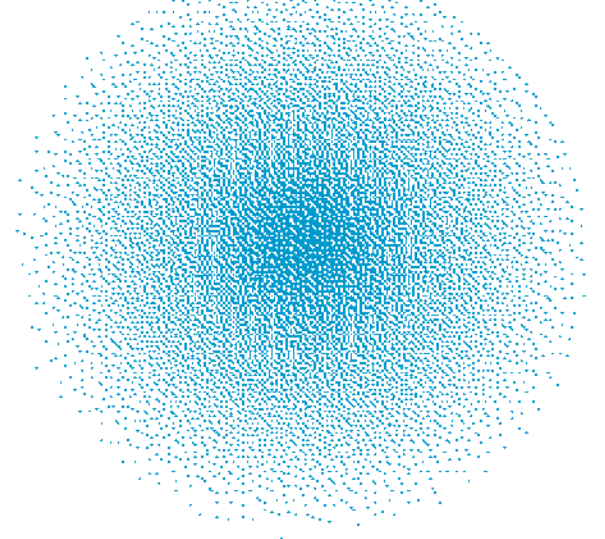
Audimat 3000, Bely, Giorgio

Achévé d'imprimer en 04/2025 par Corlet Imprimeur
14110 Condé-en-Normandie
n° d'imprimeur : 2504.0209
Imprimé en France

Dépôt légal : avril 2025
Commission paritaire : 1228 G 91177
ISSN : 2256-8271



 HAPRIMVERT



LA FABRIQUE DU CONSENTEMENT À «L'EFFORT DE GUERRE»

«Pensions ou munitions?»

Depuis l'allocution d'Emmanuel Macron à propos de la guerre en Ukraine, le 5 mars, les grands médias sont en ordre de marche. Réhabilitation du président en «chef de guerre», patriotisme exacerbé, concert militariste et glorification des industriels de guerre... Mené tambour battant, le SAV du discours présidentiel s'accompagne d'une nouvelle séquence de matraquage patronal contre le «modèle social» et pour «travailler plus» au nom, prétendument, de l'«effort de guerre»: «Pensions ou munitions?»; «Les canons ou les allocations?» Signés Dominique Seux (*Les Échos*, 10 mars) et Étienne Gernelle (RTL, 10 mars), les deux slogans donnent le ton.

Les haut-parleurs médiatiques s'en donnent à plein poumon. «Faire le tri des dépenses budgétaires et sociales au profit de l'impératif militaire», sermonne Nicolas Beytout dans *L'Opinion* (5 mars), dont la Une s'enthousiasme pour «cette rigueur qui vient»: «Concrètement, détaille un second journaliste, il pourrait s'agir de travailler plus longtemps (de quoi torpiller le conclave sur les retraites...), de ne plus indexer les retraites

sur l'inflation, de supprimer les dépenses sociales les moins utiles, d'augmenter le taux d'emploi...» Et c'est peu dire que le quotidien entend peser sur les «réformes» envisagées par Emmanuel Macron. «Pas d'échappatoire, il faut réduire les dépenses publiques», prescrit de nouveau Nicolas Beytout deux jours plus tard (7 mars), listant

les coups de boutoir à imposer «aux collectivités locales et à la sphère sociale»: «âge de la retraite, assurance maladie, chômage, charges sociales, tout devra être questionné.» «Effort de guerre: bientôt la retraite à 70 ans?», martèle la rédaction, préconisant que la France adopte à cet égard une «Danemark attitude».

Même tonalité aux *Échos* (10 mars), où Dominique Seux affirme que «travailler plus est le meilleur

moyen de financer l'effort nécessaire pour nos armées», tout en suggérant à Emmanuel Macron de se tenir à distance de ce débat – «méthode» oblige –, afin de ne pas offrir «un angle d'attaque trop facile à ses adversaires», lequel risquerait de fragiliser l'impérieux «consensus sur l'effort en faveur des armées.» Saigneur en chef... et conseiller du prince.

**«Pas
d'échappatoire,
il faut réduire
les dépenses
publiques.»**

Nicolas Beytout



Nicolas Baverez de rédiger modestement le « mode d'emploi » du « réarmement ». Sans surprise, « réorienter [...] les dépenses de l'État-providence [...] vers la défense » et « renouer avec la croissance, la compétitivité et le plein-emploi » via « la modernisation du pacte social » constituent « la seule solution ». Et ainsi de suite.

« C'EST CE COMPORTEMENT COLLECTIF DE CIGALE QU'IL VA FALLOIR PAYER AUJOURD'HUI »

Dans la matinale de France Info (11 mars), face à Manuel Bompard (LFI) qui dénonce une « stratégie du choc » visant à faire accepter des « politiques de régression sociale » la journaliste Salhia Brakhlia joue (très mal) l'ingénue – « Vous pensez à quoi ? » – avant de soutenir mordicus qu'un tel cap « ne vient pas du gouvernement [...]. Et ça ne vient pas du président. » Fichtre ! « Face aux défis que soulèvent la menace russe et l'agressivité commerciale américaine, le ministre délégué à l'Europe Benjamin Haddad [...] assume de dire aux Français qu'il faudra travailler plus. Assurance chômage, taux d'emploi, retraites par capitalisation... Il faut, selon lui, accélérer les réformes », lisait-on pourtant le même jour dans *La Voix du Nord*. Et le 6 mars, dans la matinale de RTL, le même ministre déclarait : « Vous ne pouvez pas dire, le mardi : "Il faut continuer à soutenir l'Ukraine, il faut augmenter nos budgets de défense, il faut faire l'autonomie stratégique" et le mercredi, dire [...] : "On va revenir à la retraite à 60, 62 ans et on va travailler moins". [...] Quand vous voyez les voisins autour de nous qui travaillent plus, c'est ça aussi qui donne des marges de manœuvre pour pouvoir augmenter nos budgets de défense. » Salhia Brakhlia n'a pas bien lu ses fiches...

À sa décharge, il serait injuste de s'écharper sur le suivisme (ou non) des médias dans cette affaire, tant les injonctions à « travailler plus » y sont déclinées sur tous les tons depuis un siècle¹... en toute « autonomie ». Ainsi, nul besoin qu'Emmanuel Macron dicte aux éditorialistes la ligne à prescrire : homogénéisation libérale oblige, ils le font très bien tous seuls ! *Le Monde* notamment, qui, par voie d'éditorial, ne résiste pas à « sonner l'heure d'un douloureux réveil budgétaire. [...] Le réarmement du pays, bien plus endetté que ses voisins, place l'exécutif dans la situation très délicate d'avoir à remettre à plat les dépenses de l'État, des collectivités locales et de la Sécurité sociale pour trouver des gisements durables d'économies. » (7 mars) Ni une ni deux, Françoise Fressoz profite de cette ligne éditoriale officielle pour enfoncer le clou – « le mot "économies" reste [...] tabou » –, fustiger « les partenaires sociaux » qui « peinent à prendre la dimension du moment » et, bien sûr,

Par intérêt bien compris, *Le Figaro* – propriété du groupe Dassault, fleuron de l'armement français ayant réalisé plus de six milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2024 –, ne prend quant à lui aucune pincette dans cette vaste opération de propagande. Tous ses lieutenants sont d'ailleurs sur le pied de guerre. Le 7 mars, Guillaume Tabard et Gaëtan de Capèle parlent d'une seule voix : « Il n'y a pas d'autres solutions que de s'attaquer enfin sérieusement aux dépenses de l'État », écrit le premier, avant que le second enjoigne de « dire la vérité crue, telle qu'elle est, en cessant de tourner autour du pot. La voici : notre sacro-saint modèle social [...] ruine consciencieusement le pays et le prive de toute marge de manœuvre financière. » Les discussions syndicales et patronales en cours sur la réforme des retraites imposée au forceps ? « Quel clin d'œil pathétique », se désespère Dupond ; Dupont communie : « Il faut se pincer pour le croire. » Le 9, c'est au tour de l'inénarrable

1. « Médias et travail : célébrer la "valeur travail", invisibiliser les travailleurs », Acrimed, 2 mars.



parfaire son opus courtisan: « Depuis sa réélection en 2022, Emmanuel Macron tente, en vain, de convaincre le pays qu'il ne parviendra à préserver son modèle qu'en travaillant plus. » (*Le Monde*, 12 mars)

Au *Parisien*, c'est François Lenglet qui est appelé en renfort pour dispenser, avec toute la mesure qu'on lui connaît, la leçon de catéchisme – version « revancharde » (9 mars):

François Lenglet: Nous avons affecté les dividendes de la paix à l'État-providence. Son développement a atteint son sommet sous Macron, avec les dispositifs Covid uniques au monde par leur générosité. Avec l'assurance-chômage pour les démissionnaires, les lunettes à zéro euro, le plan Vélo, le pass Culture, le bonus pour faire réparer son grille-pain, les subventions pour faire reprendre ses chaussettes... Du délire. C'est ce comportement collectif de cigale qu'il va falloir payer aujourd'hui.

Inquiète à l'idée de perdre le peloton, *La Tribune Dimanche* se fend d'un sondage (Ipsos) aux petits oignons, cas d'école du verrouillage du débat public. Interrogés sur les modes de financement du réarmement, les sondés ne disposent que de trois « choix »: « Augmenter le déficit en sortant les dépenses liées au budget de la défense de la règle des 3% »; « Faire des économies sur d'autres dépenses (éducation, environnement, santé...) »; « Augmenter le temps de travail ». Et rien d'autre. En guise de deuxième corde au cou – les sondeurs débordent d'idées novatrices pour neutraliser à l'avance d'éventuels désagréments –, Ipsos offre à ses interviewés la possibilité

d'approuver ces propositions, de s'y opposer... mais aussi de faire valoir une « approbation de principe car la situation le justifie »! Vous avez dit « l'opinion, ça se travaille »? Sauf que patatras! 49 % des sondés sont opposés au sacrifice des services publics (seuls 15 % l'approuvent) et 50 % n'entendent pas travailler plus (ce à quoi ne consentent que 13 % du petit échantillon). Qu'à cela ne tienne pour le directeur de l'hebdomadaire, Bruno Jeudy: « La victoire aime l'effort » titre-t-il son éditorial, dans lequel il affirme que « dans ce contexte qui exacerbe les peurs et les passions, les Français – comme le montre notre sondage – semblent prêts à accepter des sacrifices pour doter notre pays de moyens nécessaires à une augmentation importante du budget militaire et à la garantie d'une paix solide et durable en Ukraine. » Sans doute rattrapé par son inconscient déontologique, il poursuit, un tantinet amer:

Bruno Jeudy: Reste à savoir si, demain, les actionnaires renonceront à une partie de leurs dividendes, les retraités consentiront une désindexation de leur pension sur l'inflation, les jeunes donneront quelques mois pour la réserve militaire, les actifs sacrifieront quelques jours de RTT. On sait bien que, souvent, les exemplaires, ce doit être les autres.

Inutile de déplier à l'infini la partition: elle est à l'identique à peu près partout dans la grande presse. Vissée à ses penchants militaires aux accents glucsmanniens, *Libération* ne peut faire valoir sa « distinction » qu'à travers des filets d'eau tiède. Jonathan Bouchet-Petersen: « En France, si l'augmentation des

dépenses militaires devait abîmer encore un peu plus nos services publics et notre modèle social, ou servir de prétexte à une moindre prise en compte de l'urgence climatique, "l'effet drapeau" dont l'exécutif profite risque d'être de courte durée.» (11 mars) Si patronat et gouvernement n'étaient pas déjà KO debout, peu de chance qu'ils survivent à l'uppercut de la directrice adjointe de la rédaction: **Alexandra Schwartzbrod**: *Le chef de l'État en profiterait-il, au prétexte qu'il faut financer le réarmement du pays, pour étouffer le débat renaissant sur l'opportunité de sa sacro-sainte réforme des retraites et affaiblir le modèle social? Ce serait dommage. Et un jeu périlleux. L'opinion a peur mais elle sait reconnaître une entourloupe.*

Espérons qu'elle sache également identifier les faux impertinents. Ainsi, si *Libération* s'oppose sans ambages à la curée sociale – et le fait savoir, notamment dans son édition du 13 mars où des journalistes dénoncent plus frontalement l'«offensive sur le "si-généreux-modèle-social-français"» et un débat public sous forme de «foire aux idées (de droite)» –, la direction ne cesse de jouer la carte de «la raison». Pour Alexandra Schwartzbrod en effet (13 mars), si le cadrage médiatico-politique est «extrêmement dommage», c'est surtout, au bout du compte, parce qu'il «ne ferait pas du bien à une société déjà très cli-vée» et nuira, par conséquent, à l'impérieux consensus: «Le renforcement de la défense du pays et de l'UE [...] se fera d'autant plus facilement qu'il obtiendra l'adhésion du plus grand nombre», avance docement la co-directrice de *Libération*, pour mieux camper le rôle d'éditorialiste-prescriptrice: «Les hausses d'impôts [...] permettraient, convenablement dosées, de demander un effort aux Français qui en ont les moyens, salariés ou retraités, patrons ou artistes, et aux grandes entreprises.»

«IL FAUT CHOISIR: SE REPOSER... OU ÊTRE LIBRE»

Dans un tel climat, il semble pour le moins superflu que le patron du Medef se fatigue à courir les studios de RMC dès potron-minet pour vanter le «modèle danois» de retraite à 70 ans (4 mars). L'AFP peut également se dispenser de donner de l'écho aux premières mesquineries patronales venues, parmi lesquelles celles du directeur général de BPI France², lancées lors de l'interview qui lui fut généreusement accordée dans la matinale de France Culture (5 mars). De même, on ne saurait que trop conseiller aux chefferies médiatiques d'économiser

«Il n'y a pas d'autres solutions que de s'attaquer enfin sérieusement aux dépenses de l'État.»

Guillaume Tabard

leurs experts de référence et autres think tanks de cœur: l'audiovisuel dispose d'abondantes ressources en interne où, partout, l'«appel à la mobilisation» d'Emmanuel Macron a été reçu 5 sur 5.³

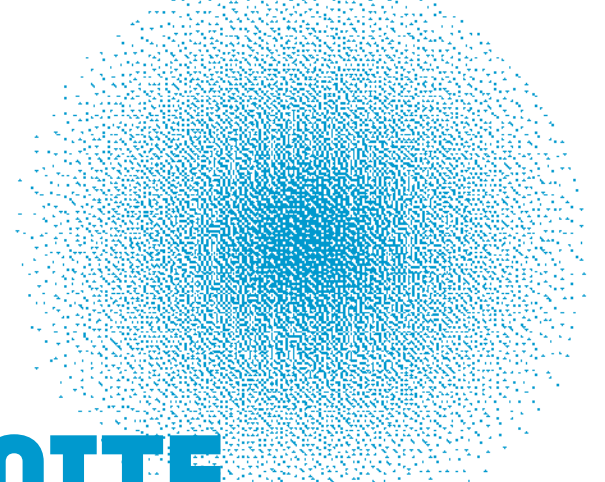
Dans ce concert d'unanimité, le pouvoir politique sait aussi pouvoir compter sur une

caisse de résonance médiatique pour «tester» ses différentes propositions de financement, observer le «bruit» qu'elles engendrent et mesurer leur réception. Quitte à ce que tout et n'importe quoi soit aussi vite périmé qu'écrit? Le 9 mars par exemple, dans *La Tribune dimanche*, la journaliste économique Fanny Guinochet fait savoir que «selon nos informations, la préférence de Bercy pour financer les dépenses militaires est de réorienter les fonds du livret A.» Deux jours plus tard (11 mars), *Le Parisien* fait savoir que «le ministère de l'Économie privilégie, selon nos informations, l'assurance vie et l'épargne retraite» avant de lister «les pistes écartées» par Bercy... parmi lesquelles «le livret A, "faiblement compatible"»... De-ci, de-là, en fonction des jours et des humeurs, les grands médias certifient également l'inclinaison du pouvoir pour un «grand emprunt national». Au rythme où vont les choses, et si tel devait être le cas, ne doutons pas que l'éditocratie saura (nous) mettre la main à la poche. Et, qui sait, mobiliser ses dessinateurs de référence pour raviver, en couleurs cette fois-ci, la propagande du siècle dernier façon Poulbot⁴. ■

2. Ce dernier invite notamment à ne «plus accepter de prendre un euro de dette de plus pour financer des dépenses de prestations sociales pures [...]». La dette, ça sert à financer les investissements, des canons ou des centrales nucléaires, pas le Doliprane de ma mère!

3. Voir le zapping vidéo sur le site d'Acrimed.

4. «Souscrivez! contre les Boches: la propagande de Poulbot au Journal», RetroNews, 27 sept. 2023.



JDD & JDNEWS L'EXTRÊME DROITE ET LE GOUVERNEMENT CÔTE À CÔTE

Convergences.

Du « cercle de la raison » aux bataillons contre-révolutionnaires, l'alliance objective « des extrêmes » existe bel et bien : on en a trouvé la synthèse dans les hebdomadaires de Vincent Bolloré. Au *JDD* et au *JDNews*, on peut en effet orchestrer tambour battant la propagande de l'extrême droite et, « en même temps », se faire la caisse de résonance du pouvoir.

On y trouve des satisfecit aux politiques de Georgia Meloni (*JDD*, 1^{er} sept. 2024) ou des pages louangeuses sur « l'irrésistible ascension de la "princesse de glace" » (*JDNews*, 26 févr. 2025), alias Alice Weidel, « le visage souriant de l'AFD » selon le *JDD* (5 janv.), fasciné par le parti néofasciste allemand. Des cris de joie – « God bless America » (*JDNews*, 22 janv.) –, et un Donald Trump encensé pour sa politique d'expulsion en masse des étrangers : « Goodbye America ! » (*JDD*, 26 janv.)

On y trouve bien sûr l'exploitation de certains faits divers – « Les petits martyrs de l'ensauvagement »

(*JDD*, 16 févr.) –, symptômes de la « *décivilisation* » de la France (*JDNews*, 5 févr.), et la construction permanente de la peur de l'islam : « Voile islamique, 35 ans de combat » titre fièrement le *JDD* (13 oct. 2024), tan-

dis que le *JDNews* livre ses cauchemars hebdomadaires – « *l'islamisation de la France* » (26 févr.) et même « *l'islamisation des classes* », peuplées de « *petits dhimmis* » (16 oct. 2024).

On y apprend le catéchisme, d'odes à l'enseignement catholique et au scoutisme (*JDD*, 22 sept. 2024) jusqu'aux innombrables pages à la gloire de Notre-Dame de Paris, en passant par les portraits des « résistants » de la cause des crèches de Noël, Robert Ménard et Louis Aliot (*JDNews*, 18 déc. 2024). Mais aussi moult articles obsessionnels sur la GPA ou la « *théorie du genre* »

(*JDD*, 9 févr.), déplorant « le déclin des valeurs familiales » (*JDD*, 29 janv.). Bref, le « théâtre de ruines du wokisme » (*JDNews*, 1^{er} janv.), solidement analysé dans une interview de Jean-Claude Van Damme par Éric Naulleau : « Jean-Claude Van Damme contre le

“La liberté d'expression est tolérée, mais à condition qu'elle dégouline d'idéologie gauchisante, voire marxisante.”

JDNews



wokisme. «Il n'y a pas de langage plus universel qu'un poing dans la gueule.» » (JDNews, 22 janv.)

On y trouve évidemment une défense acharnée de C8 – «cette chaîne qu'on abat» tandis que «les cloportes exultent» (JDD, 23 févr.) –, victime du couperet de l'État qui «contrôle tout, dirige tout, décide de tout»: «La liberté d'expression est tolérée, mais à condition qu'elle dégouline d'idéologie gauchisante, voire marxisante.» (JDNews, 26 févr.)

On y trouve d'ailleurs l'assimilation du «progressisme» en «totalitarisme:mêmes objectifs, même mots d'ordre, mêmes procédés» (JDD, 8 sept. 2024) ou encore

l'affirmation selon laquelle la «social-démocratie thérapeutique wokisée représente la poursuite de l'URSS par d'autres moyens» (JDNews, 26 févr.). Naturellement, on ne compte pas les assauts contre La France insoumise, un «fanatisme idéologique et totalitaire» (JDNews, 27 nov. 2024), «le parti des assoiffés de sang de la Terreur» qui «ferait de la France quelque chose comme la Corée du Nord + l'Iran, le socialisme prédateur + la charia» (JDNews, 12 févr.). On y trouve parallèlement des hommages à Jean-Marie Le Pen, Pascal Praud regrettant qu'«à l'heure de sa mort, le “point de détail” éclipse 70 ans d'engagement politique» (JDD, 12 janv.).



L'ALIGNEMENT DES DROITES POLITIQUES...

Bref, rien de nouveau sous le soleil: aux côtés de CNews et d'Europe 1, les deux hebdomadaires sont la vitrine du combat «civilisationnel» de Vincent

Bolloré... et l'avant-poste de la contre-révolution réactionnaire. Ce qui est moins souvent souligné, c'est la légitimation constante de ces médias d'extrême droite par les gouvernements successifs d'Emmanuel Macron. Loin d'opérer le moindre «cordon sanitaire», les ministres y défilent littéralement chaque semaine, en plus de faire l'objet de Unes aussi fréquentes qu'élogieuses. Entre le 1^{er} septembre 2024 et le 2 mars 2025, le gouvernement trône fièrement sur plus de la moitié des couvertures du *JDD* (15 sur 27). Si Michel Barnier est de loin le plus exposé – huit fois en seulement 90 jours d'exercice au poste de Premier ministre –, le *JDD* sait construire la notoriété de ses chouchous, Gérald Darmanin et Bruno Retailleau, visibles quatre fois chacun à la Une, mais aussi trois fois en couverture du *JDNews*. La même hiérarchisation prévaut d'ailleurs à l'antenne de CNews et d'Europe 1, où Michel Barnier, Bruno Retailleau et Gérald Darmanin ont été de très loin les trois personnalités des gouvernements successifs les plus citées au cours des six derniers mois.

Au premier coup d'œil, ces Unes ne reflètent pas «l'ensauvagement» des pages intérieures et sont pensées pour faire bonne figure: rompant avec la stratégie du choc qui fut la sienne à la tête de *Valeurs actuelles* – devenue dispensable dans un climat d'extrême droitisation général –, Geoffroy Lejeune perpétue la tradition «Pravda» du *JDD* ancienne formule, laquelle lui garantit des laisser-passer dans la sphère politique. Car de toute évidence, la «respectabilité» de l'hebdomadaire est acquise. Au gouvernement du moins, dont les politiques sécuritaires et xénophobes lui assurent, en prime, un accueil si ce n'est systématiquement louangeur, la plupart du temps complaisant. «Ce gouvernement penche à droite. C'est bien.», se félicite par exemple Pascal Praud au moment de la constitution de l'équipe de Michel

“D’autres dieux, d’autres chansons, d’autres menus seront à la carte ces prochaines années. Mais chut! Soumission et submersion sont des mots interdits.”

Pascal Praud

On y lit en l'occurrence chaque semaine les billets hallucinés de Philippe de Villiers, le *JDNews* hébergeant sa guerre contre l'immigration, «le terreau de l'islam, qui est le terreau du terrorisme» (26 févr.) ou contre l'Union européenne, notamment décrite comme «un protectorat démographique

africain» et «un protectorat spirituel de la nation islamique» (22 janv.). L'ancien eurodéputé et Pascal Praud (entre autres...) se disputant d'un hebdomadaire à l'autre le registre «ensauvagé» et décliniste, à coups de pamphlets racistes nourrissant à flux continu le fantasme du «grand remplacement»:

Pascal Praud: *Qui oserait dire que la troisième génération de Portugais, d'Espagnols, de Polonais ou d'Italiens n'a jamais rejeté le pays qui avait accueilli leurs ancêtres? [...] Personne n'imaginait qu'ils fussent des Français en toc. Ils aimaient Victor Hugo, le château de Chambord, Michel Sardou et le poulet frites. Ils se mariaient à l'église et chantaient La Marseillaise les soirs de fête. Ce modèle a vécu. D'autres dieux, d'autres chansons, d'autres menus seront à la carte ces prochaines années. Mais chut! Soumission et submersion sont des mots interdits.* (*JDD*, 2 févr.)

Barnier (JDD, 22 sept. 2024), tandis que Laurence Ferrari prend le relai avec son successeur, François Bayrou, décrit comme un « *enfant du pays* » aux « *pieds bien ancrés dans la terre qu'il laboure le plus souvent possible, face à ses Pyrénées chéries* ». « *Le moment ou jamais de ne rien lâcher* », l'encourage-t-elle lors de sa nomination. (JDNews, 18 déc. 2024)

Ayant hérité de ses années à *Valeurs actuelles* un carnet d'adresses foisonnant au sein des milieux politique et économique¹, Geoffroy Lejeune soigne le pouvoir et veille à ne jamais s'aliéner les services de communication du gouvernement. Assurances-vie mutuelles... et renvois d'ascenseur garantis: entre le 1^{er} septembre 2024 et le 2 mars 2025, pas moins de 32 interviews de ministres (essentiellement)² et de députés macronistes ont été obtenues, surtout par le JDD (30), soit plus d'une par numéro en moyenne. Quasiment à chaque fois, le JDD met en scène son entregent, en position d'assister à une « *réunion des services de renseignement et de sécurité [...] place Beauvau* », de recueillir « *les dernières confidences* » de Gérald Darmanin, les « *premières confidences* » de Michel

Barnier ou « *la première interview* » d'Antoine Armand... entre autres « *exclusivités* »: « *Jamais, en huit ans, ce discret mais très influent ministre du président de la République [Sébastien Lecornu, ministre des Armées, NDLR] n'avait fendu l'armure. Il a choisi de le faire aujourd'hui dans les colonnes du JDD.* » (12 janv.)

Comme chez eux dans les médias Bolloré, les ministres du camp présidentiel peuvent en outre compter sur la docilité des deux hebdomadaires pour amplifier leurs opérations de communication, articles qui s'ajoutent aux nombreux portraits et récits tricotant les « *off* » de ces puissants: Aurore Bergé par exemple – « *un fauve en politique* », celle « *qui ne lâche*

1. « *Valeurs actuelles*, une légitimation de (très) longue date », *Médiacritiques* n°41, janv.-avr. 2022, p. 32.

2. On recense 7 interviews avec des députés et 23 avec des ministres. Parmi les plus prisés, Bruno Retailleau, interviewé trois fois, Antoine Armand, Benjamin Haddad, Sébastien Lecornu et Annie Genevard, sollicités deux fois chacun.



rien» –, qui lors d'un déplacement, et «après avoir soigneusement rangé le doudou de sa fille dans la voiture qui la reconduit au ministère, [...] se confie au JDD.» (19 janv.) En cette matière de nouveau, l'obsession Retailleau le dispute à la Darmanin-mania...

... ET MÉDIATIKES, DU «CERCLE DE LA RAISON» À L'EXTRÊME DROITE

Dans les pages du JDD et du JDNews, ce concert et cet alignement des droites vaut aussi pour la communauté des journalistes, experts et «intellectuels» médiatiques. Si l'on ne s'étonne guère de voir promues les stars de CNews et les vedettes d'Europe 1, des personnalités médiatiques parmi les plus influentes, omniprésentes au sein des grands médias depuis au moins un quart de siècle pour certaines, défilent dans les pages des deux hebdomadaires: Franz-Olivier

Loin d'opérer le moindre "cordon sanitaire", les ministres y défilent littéralement chaque semaine, en plus de faire l'objet de Unes aussi fréquentes qu'élogieuses.

Julien Rochedy, Élisabeth Badinter, Samuel Fitoussi, Eugénie Bastié ou Rachel Khan! (JDNews, 13 nov. 2024) Naturellement, tout ce beau monde côtoie les portraits louangeurs de militants comme Robby Starbuck, «la star de l'alt-right [américaine qui] organise

Giesbert, Frédéric Beigbeder, Luc Ferry, Alain Bauer, Gilles Kepel, Michel Houellebecq, Géraldine Woessner ou encore Jérôme Fourquet, gratifié de deux interviews dont l'une au titre mémorable: «Une page de Houellebecq vaut bien un article de sociologie» (JDD, 3 nov. 2024). Raphaël Enthoven est également adoubé en tant que «l'une des voix les plus critiques des dérives du wokisme», aux côtés d'autres «figures de la contre-culture» (sic) comme BHL, Pascal Bruckner, Alain Finkielkraut,

CNews
PLUS QUE JAMAIS DANS LA LUMIÈRE
CNews est devenue la première chaîne d'information nationale en 2024, avec des records d'audience à la clé.

LE JDNEWS
VIVE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

TRUMP LE CRÉPUSCULE DU WOKISME
CHRISTIANISME RELIGION LA PLUS PERSECUTÉE

Animateurs CEUX QUI FONT BRILLER EUROPE 1 AUJOURD'HUI
Laurence Ferrari, Sonia Mabrouk, Dimitri Pavlenko, Pascal Praud, Cyril Hanouna, Thomas Isie, Pierre de Villos... Ils incarnent «la famille Europe 1» et font exploser les audiences. Les données chiffrées parlent d'elles-mêmes
par ANNELE FAYRE

CEUX QUI COMBATTENT LE WOKISME

FIGURES DE LA CONTRE-CULTURE

CE QU'ILS ATTENDENT POUR 2025

POUR LES INTELLECTUELS, ON EST TOUS FASCISTES
Philippe Val
Dix ans après l'attentat terroriste contre «Charlie Hebdo», Philippe Val, directeur de journal satirique de 2004 à 2009, raconte cette terrible journée du 7 janvier 2015 dans «Au Coeur de l'Acte», une série de podcasts d'Europe 1

CE QU'ILS ATTENDENT POUR 2025
Sonia Mabrouk, Pascal Praud, Philippe de Villiers, Michel Onizy, Christine Kelly, Laurence Ferrari, Mathieu Bock-Côté, Dimitri Pavlenko, Rachel Khan, Pierre de Villos, Gilles Williams-Godwin, Charlotte d'Oreschitz, Zeno Fournier

Animateurs
Laurence Ferrari, Sonia Mabrouk, Dimitri Pavlenko, Pascal Praud, Cyril Hanouna, Thomas Isie, Pierre de Villos... Ils incarnent «la famille Europe 1» et font exploser les audiences. Les données chiffrées parlent d'elles-mêmes
par ANNELE FAYRE

CEUX QUI COMBATTENT LE WOKISME

FIGURES DE LA CONTRE-CULTURE

CE QU'ILS ATTENDENT POUR 2025

POUR LES INTELLECTUELS, ON EST TOUS FASCISTES
Philippe Val
Dix ans après l'attentat terroriste contre «Charlie Hebdo», Philippe Val, directeur de journal satirique de 2004 à 2009, raconte cette terrible journée du 7 janvier 2015 dans «Au Coeur de l'Acte», une série de podcasts d'Europe 1

la résistance contre la bien-pensance» (JDNews, 9 oct. 2024), comme le gouvernement partage le gâteau des Unes, interviews et articles dithyrambiques avec Jordan Bardella, Marine Le Pen, Éric Ciotti, Sarah Knaffo, Éric Zemmour et de nombreuses autres personnalités LR ou divers-droite.

Fidèles à leur projet, les hebdomas Bolloré font la synthèse des droites, notamment rassemblées autour d'un soutien forcené au capital et aux politiques d'austérité. On ne compte plus les articles revendiquant la «tolérance zéro sur les déficits publics» (JDNews, 19 févr.) et les «60 milliards d'économies, une indispensable baisse de dépenses» (JDD, 6 oct. 2024); les tribunes et/ou entretiens d'Agnès Verdier-Molinié, Marc Touati ou Nicolas Bouzou; les odes à Donald Trump qui «*dégraisse le mammoth*» (JDD, 2 févr.) ou à Javier Milei – «La thérapie de choc libérale qui réveillera l'Occident»; «Ses leçons qui pourraient inspirer la France» (JDNews, 29 janv. 2025 et 25 sept. 2024) –; ni les publiportages pour LVMH (JDNews, 19 févr.) et les appuis à la «révolte des grands patrons qui, à l'unisson de Bernard Arnault, dénoncent la folie des taxes d'un État autophage menaçant la production française.» (JDNews, 5 févr.)

C'est sans doute Mathieu Bock-Côté qui résume le mieux l'objectif de ces médias, lui qui ne cesse de clamer, semaine après semaine, son admiration pour le fondateur du *Figaro Magazine* Louis Pauwels: il «*pourfendait le socialisme, sans jamais faire de concessions*

Comme chez eux dans les médias Bolloré, les ministres peuvent compter sur la docilité des deux hebdomadaires pour amplifier leurs opérations de communication.

à ce qu'il traitait moins comme une idéologie que comme une pathologie – ce en quoi il avait raison » et « ne se contentait pas de polémiquer contre les conséquences du socialisme: il attaquait aussi ses principes, comme l'égalitarisme, l'utopisme et l'esprit victimaire. » (JDNews, 26 févr.

et 29 janv.) La messe est dite... et à l'évidence, le gouvernement cautionne, si ce n'est communique.

En 2023, après une grève au JDD qui s'était soldée par le départ de 90 % de la rédaction, *Le Monde* publiait un article à chaque fois qu'un ministre macroniste s'en allait papoter avec l'hebdomadaire. L'occasion, surtout, de surexposer les (faux) états d'âme de collègues qui s'en disaient peiné, de donner de l'écho à « la consigne du président du groupe Renaissance [...] de ne pas répondre aux sollicitations du JDD version Bolloré » ou à celle « de macronistes historiques », appelant à « s'assurer que l'hebdomadaire restait dans la même tempérance avant de lui apporter toute forme de caution » (*Le Monde*, 22 août 2023). Puis, au fil du temps, *Le Monde* a cessé ses épinglages et stoppé son décompte. En octobre de la même année, Ariane Chemin décrivait entre Emmanuel Macron et les médias Bolloré un « tango acrobatique » (*Le Monde*, 3 oct. 2023). Le pas de deux aurait été une métaphore nettement plus appropriée... ■



BHL ENCORE EN PARADE

Déjà-vu.

1. À propos de son livre *Éloge du blasphème*, il écrivait: «Un livre à lire, toutes affaires cessantes» (*Le Point*, 1^{er} sept. 2015). Et au sujet de son film *Sœurs*, il notait: «Film juste. Quiconque connaît le terrain, a couvert le Kurdistan, voire a filmé, en vrai, la bataille de Mossoul, est forcé de le reconnaître: Caroline Fourest, avec son talent et ses moyens d'artiste, a fait un beau film de guerre, d'héroïsme et de douleur. À voir absolument.» (X, 23 sept. 2023)

2. «Guillaume Erner: "J'adore inviter des gens avec qui je ne suis pas d'accord"», *La Revue des médias*, 2 févr.

3. Lequel, on l'espère, contiendra au chapitre «N» l'entrée «Nouveaux philosophes», dont Deleuze résumait en 1977 ce qu'il en pensait – «Rien.» – et décrivait la «pensée»: «Nulle.»

Un nouveau livre de Bernard-Henri Lévy, une nouvelle campagne médiatique flatteuse, des entretiens complaisants, une presse élogieuse. Rien d'étonnant. On peut être las devant tant de flagorneries, devant l'anémie des journalistes. Mais rien ne change, l'histoire se répète. Qu'il s'agisse d'un roman enquête, d'une pièce de théâtre, d'un film, d'un essai, ou d'une biographie, la presse est toujours là, à ses côtés... Cette fois, ce sont ses insomnies qui ont passionné tout le monde. De gauche à droite et de droite à gauche. De France Culture à CNews, du *Figaro* à *Libération*.

BHL a tranché: «Les colonies juives, certaines sont illégales, mais trois caravanes en haut d'une colline, ce n'est pas non plus la lèpre ou la peste qui arrive en terre arabe» (CNews/Europe 1, 21 mars 2024). Si ces propos n'ont pas fait grand bruit ni suscité d'indignation, pas plus que ceux appelant à «dénazifier Gaza» ou assimilant LFI à un «parti antisémite», la sortie de son dernier ouvrage (*Nuit blanche*, Grasset) a, comme les précédents, occupé le devant de la scène médiatique. Omniprésent et omniscient, le philosophe de télévision a profité de tous les canaux pour prêcher sa vision du monde dans une campagne promotionnelle qui en dit plus sur ceux qui l'invitent que sur lui-même.

DES INTERVIEWS COMPLAISANTES

Sans aucune contradiction, il a été interviewé dans *Franc-Tireur* le 8 janvier par Caroline Fourest, dont il ne se lasse pas de dire tout le bien qu'il pense en retour¹. Cette recette du «renvoi d'ascenseur» qu'il sert à toutes les sauces depuis près de cinquante ans explique en partie sa présence au premier plan. Le 8 janvier, il a aussi été interviewé – avec bienveillance – dans l'émission en ligne «Le Figaro La nuit».

Le lendemain matin, on pouvait l'écouter au micro de Guillaume Erner sur France Culture. La *Revue des médias*² indique à ce propos que l'animateur – qui «l'aime beaucoup» – a «un projet avec l'ex-nouveau philosophe: refaire *L'Abécédaire de Gilles Deleuze*, "en version modernisée".»³ Et ce n'est donc pas une surprise: l'entretien a été cordial. Pour justifier cette invitation, Erner fait preuve de mauvaise foi et tord la vérité: «Je ne vois pas au nom de quoi, sous prétexte qu'il serait BHL, on ne l'inviterait pas. On me dit qu'il a été trop invité. J'ai regardé: il a été invité 0,6 fois par an sur la chaîne depuis dix ans, ce qui n'est pas trop. Par ailleurs, il ne va pas aller dans une émission spécialisée, donc si je ne l'invite pas, personne d'autre ne le fera.» Outre le fait que Guillaume Erner ne sait pas compter – BHL a été invité 1,5 fois par an depuis 10 ans, soit plus de



6 fois sur la période observée par Erner –, et qu'on a retrouvé BHL ailleurs que dans les « Matins » de France Culture, Erner aurait pu, en l'invitant (5 fois en neuf ans), le confronter à ses erreurs, mensonges ou raccourcis. Ce ne fut jamais le cas.

Après ces mises en bouche, le tapis rouge a été déroulé un mois durant. On retrouve le « philosophe de la pensée jetable », comme l'appelait Pierre Bourdieu, dans les colonnes du *Parisien* et du *Figaro*, puis sur les plateaux de France Inter, de « C à vous » sur France 5, sur C8 chez Philippe Labro, dans « L'heure des pros » sur CNews, sur Radio J, dans « la Matinale » de Radio Classique, face à Darius Rochebin sur LCI, dans « La Grande Librairie » sur France 5 ou comme invité de Margot Haddad encore sur LCI. Autant de tribunes qui lui sont offertes pour condamner le Hamas et Poutine, soutenir Israël sans condition, qualifier Jean-Luc Mélenchon de « fasciste » et « d'antisémite » et saluer le courage d'Emmanuel Macron.

Son passage aux « Grosses Têtes » sur RTL (sa quatrième émission de la journée, le 14 janvier) est l'occasion pour la chroniqueuse (et compagne de BHL) Arielle Dombasle de lui donner du « *mon cœur* » à chacune de ses interventions et pour Laurent Ruquier, de saluer un « *livre passionnant* ». Évidemment. Le 26 janvier, il se rend une nouvelle fois sur la chaîne d'extrême droite CNews dans « Le grand rendez-vous » ; il enchaîne ensuite avec des passages sur France Info, TV5 Monde, dans le journal *Causeur* et sur BFM-TV, où il assure qu'« *il faut dénazifier Gaza* ». Il donne une interview à *La Tribune* le lendemain, avant d'aller le soir-même flatter Emmanuel Macron sur LCI (ter) : « *Il y a une part de responsabilité sur la libération des otages qui revient à la France et à son président, qui a œuvré personnellement.* » Sur LCI, il y revient même une quatrième fois en moins d'un mois le 18 février, encore

chez Darius Rochebin, toujours avec les mêmes lubies... et sans la moindre objection.

Si les articles d'Acrimed se ressemblent quand il s'agit de BHL, c'est parce que ses tournées médiatiques se ressemblent. Comme nous l'écrivions déjà il y a 17 ans⁴ à propos d'une campagne médiatique similaire à celle-ci :

Peut-on envisager, espérer (?), qu'un jour, une fois dans l'histoire de l'Humanité, un livre écrit (ou coécrit) par BHL ne soit pas censuré, sans le moindre recul, par les médias ? Peut-on s'attendre, à ce qu'une fois, une seule, les journalistes cire-pompes, les éditorialistes frotte-manches, les chroniqueurs lèche-bottes, ne repassent pas la chemise blanche du philosophe dans leurs émissions, sur leurs plateaux, dans leurs colonnes ? Une fois. Un coup. Un livre qu'ils liraient pour lui-même sans écouter les trompettes de la renommée de leur(s) auteur(s). C'est possible, non ? Même les brosses à reluire méritent le repos.

DES CRITIQUES FLATTEUSES

Flatté sur les plateaux télé et bichonné à la radio, la presse écrite a unanimement acclamé son ouvrage. Avant même sa parution, Pascal Praud salue « *le premier livre du reste de sa vie* » dans le *JDD* (26 déc. 2024) et réalise même une vidéo grotesque sur les réseaux sociaux, qui donne le la de la campagne à venir : « *J'ai trouvé ce bouquin formidable, je l'ai trouvé tendre, je l'ai trouvé drôle, je l'ai trouvé intéressant, je l'ai trouvé intelligent, donc j'ai eu beaucoup beaucoup de plaisir à le lire.* »

Paris Match célèbre un « *autoportrait surprenant et singulier* » (26 déc. 2024) ; *Le Monde* porte la plume dans la plaie – « *Le philosophe étire ses nuits à lire, écrire ou flâner* » ; « *Il fut un temps où l'écrivain entraînait dans le sommeil "comme on rentre dans un bain"* » – en revenant également sur ses « *messages nocturnes à*

“Je ne vois pas au nom de quoi, sous prétexte qu'il serait BHL, on ne l'inviterait pas.”

Guillaume Erner

⁴. « BHL-Houellebecq et la "meute" des complaisants », *Acrimed*, 18 nov. 2008.

Emmanuel Macron» (3 janv.), alors que la veille, dans le même journal, Roger Pol-Droit s'émouvait : « Nuit blanche est un texte inattendu, souvent touchant. La face cachée, intime, à vif, d'un personnage trop fabriqué pour être réel. » Viennent ensuite des textes tous plus élogieux les uns que les autres dans *L'Express*, le *JDD* (encore), *Causeur* (de nouveau), *Le Figaro*, *Atlantico*, *Marianne*, *Le Nouvel Obs*... Naturellement, le copinage est de mise puisque le site de *La Règle du Jeu*, dont il est le fondateur et contributeur majeur, consacre deux articles dithyrambiques à sa dernière livraison (les 8 et 12 janvier), et *Le Point*, dont il est éditorialiste depuis plusieurs décennies, trouve le « récit fascinant » (9 janv.).

En fin de tournée, *Libération* consacre un très long papier de quatre pages à Bernard-Henri Lévy (15 févr.). Ce portrait, qui n'aborde que succinctement son dernier livre, décrit comme une « plongée dans sa psyché d'insomniaque cognée par ses combats », rend toutefois le personnage aimable. De ces errements et erreurs, il ne sera point question si ce n'est une fois au détour d'un mot : « *Le livre-enquête, controversé, sur Daniel Pearl* ». Controversé seulement ? Le livre relève plus de la mystification que de l'enquête, comme le rappelait la *New York Review of Books* : « *La manipulation des données est ici révélatrice de la méthode générale du livre : quand aucune preuve n'est disponible, l'auteur fait comme si elles existaient.* »⁵ Incomplet, l'article de *Libération* n'évoque jamais son incompétence

« J'ai trouvé ce bouquin formidable, je l'ai trouvé tendre, je l'ai trouvé drôle, je l'ai trouvé intéressant, je l'ai trouvé intelligent. »

Pascal Praud

patente sur l'Afghanistan⁶, l'Algérie⁷, la Colombie⁸ ou l'Iran⁹. Et d'ailleurs, Lévy ne s'y trompe pas puisqu'il complimente l'autrice de l'article sur X : « *J'aime mieux quand on parle de mes livres. Mais ce texte de Sophie des Déserts, dans [Libération] a un mérite. Et même deux. Il est exact. Et loyal. Et il dit vrai sur les engagements (Israël, Kurdistan, Ukraine, guerres oubliées) qui guident aussi ma vie. Donc, tout va bien.* » Tout va bien pour BHL et ses soutiers.

On l'a compris (et lui aussi), les journalistes flattés sont toujours moins corrosifs que les journalistes tancés. Et BHL ne manque jamais de distribuer de petites flagorneries en retour d'articles élogieux, prenant bien soin de nommer les courtisans. Ainsi, durant sa récente campagne médiatique, attentif à chaque publication, il a régulièrement réagi sur X : après un article dans *Le Monde* (« *Nuit Blanche dans Le Monde d'aujourd'hui. Merci, [Roger Pol-Droit].* ») ; à la lecture du papier de *Paris Match* (« *Merci, Marie-Laure Delorme. Heureux que vous ayez donné le ton.* ») ; ou encore après un article élogieux paru dans *La Règle du Jeu* (« *Mes autres combats sont là : Ukraine, Israël et tant d'autres. Mais Nuit Blanche est, c'est vrai, le plus personnel de mes livres. Merci, Sylvain Fort.* »).

Il ne faut pas s'y tromper : si chaque ouvrage de BHL est salué de la sorte, ce n'est pas pour son contenu mais pour son auteur. Un auteur dont Guy Hocquenghem, avait déjà diagnostiqué, en 1986, la raison d'être dans sa lettre ouverte¹⁰ : « *Drogué aux médias, à la popularité, tu ne tiens qu'à l'applaudimètre. Ton inexistence morale, chevalier du vide, révèle l'inexistence, sous l'armure, des croisés de notre génération blanche. Et cette inexistence est inscrite en tes initiales, BHL. Tu n'as même pas de nom à toi, rien qu'un sigle, comme RATP ou SNCF.* » ■

5. « Le douteux bricolage de Bernard-Henri Lévy », *Le Monde diplomatique*, déc. 2003.

6. « BHL en Afghanistan ou "Tintin au Congo" ? », *Le Monde diplomatique*, déc. 2003.

7. « Les généraux d'Alger préfèrent un reportage de BHL à une enquête internationale », *Le Monde diplomatique*, déc. 2003.

8. « La Colombie selon Bernard-Henri Lévy », *Le Monde diplomatique*, juin 2001.

9. « Voyage en feinte vérité », *Le Monde diplomatique*, mars 2019.

10. Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary, Agone, 2003, p. 168.

LES PRIX DU TROMBINOSCOPE, OU LA CONSÉCRATION DE L'ENTRE-SOI

Dans le petit monde politico-journalistique, il est des rendez-vous qui se font à découvert. Il en est un qui se fait même en grande pompe : chaque année, l'Assemblée nationale accueille la remise des Prix du Trombinoscope, au cours de laquelle un jury, composé de journalistes, récompense des politiques (« ministre de l'année », « député de l'année », etc.). Le 12 février, c'est donc la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, qui ouvre la soirée... et dresse les louanges des journalistes politiques : « *Nous avons besoin de votre expertise pour décortiquer, décrypter, mettre en perspective. Besoin de votre plume pour déjouer les infox qui pullulent sur les réseaux sociaux. Besoin de vos analyses pour voir plus haut et plus loin.* » Puis de passer le relais aux « vedettes de la presse politique française » – ce sont ses mots. Les « vedettes » en question, outre le président du jury Christophe Barbier, sont Albert Ripamonti (Public Sénat), Emmanuel Kessler (LCP), Sonia Mabrouk (Europe 1), Nathalie Mauret (Groupe Ebra), Yves Thréard (*Le Figaro*) et Ludovic Vigogne (*La Tribune*). Un casting qui permet de voir « plus haut et plus loin », assurément. On connaît le penchant des journalistes politiques pour l'auto-célébration, la pratique assumée de l'entre-soi, de la connivence... et le conformisme. On ne s'étonnera donc pas de voir le jury consacrer les déjà-consacrés médiatiquement, comme il est d'usage chaque année, à grand renfort d'envoies

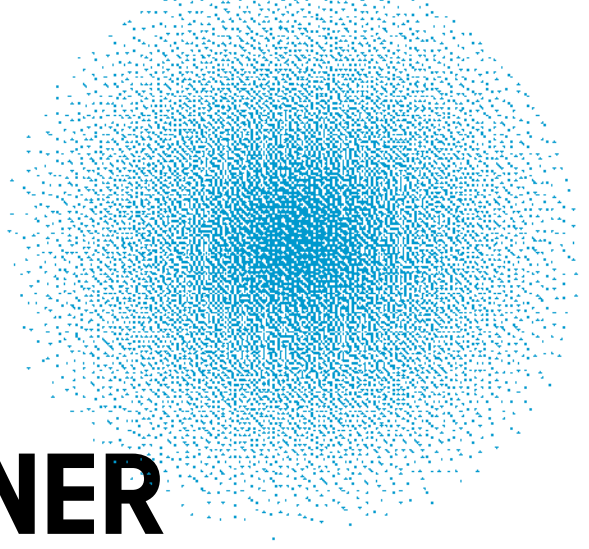
grandiloquentes, qui rappellent en quels termes l'« *homme providentiel* » et même le « *messie* » Emmanuel Macron avait été proclamé, pour la deuxième fois en trois ans, « révélation politique de l'année » en 2016.¹ Cette année encore donc, le journalisme politique divinise... le bruit médiatique, et canonise les « personnalités » dont il gonfle d'ordinaire le capital politique, de Unes en éditos, de portraits en sondages, de commentaires en bavardages : Bruno Retailleau « personnalité politique de l'année », Karim Bouamrane « élu local de l'année » ou encore bien sûr Raphaël Glucksmann, « européen de l'année », mais aussi « intellectuel », selon les mots d'Yves Thréard, qui lui confie pour l'occasion sa feuille de route : « *Qu'attendez-vous pour vous imposer à gauche face aux éructations de Jean-Luc Mélenchon ? [...] Vous voulez faire émerger une offre politique nouvelle, sociale dites-vous, démocrate, écolo crédible*

et puissante. [...] Eh bien chiche ! Êtes-vous prêt à prendre le pouvoir à l'occasion du prochain congrès du PS ? À vous de jouer ! » Quant à la nomination comme « député de l'année » de Jean-Philippe Tanguy (RN), dix ans après que le maire FN d'Hénin-Beaumont Stevee Briois a été désigné « élu local de l'année »², elle est un symptôme supplémentaire de la vaste promotion médiatique de l'extrême droite, à laquelle s'adonnent les professionnels les plus influents au sein du champ journalistique. Au nom du jury, François-Xavier d'Aillières, l'éditeur du *Trombinoscope*, célèbre ainsi son « *style, sans fioritures, direct, offensif, tranchant. Dans l'hémicycle, vos interventions claquent ; sur les plateaux, vos formules fusent ; sur les réseaux, vos prises de position font réagir. [...] Ce soir, monsieur le député, c'est votre place dans l'année politique au Parlement qui est mise en lumière.* » L'intéressé ne s'y trompe pas, qui conclut son discours par une adresse à Marine Le Pen : « *Ce soir, sous les dorures de la République, je tiens à lui dire qu'elle n'est pas seulement sur la photo, elle sera bientôt au pouvoir.* » Et le gratin applaudit. ■

1. « Le "Trombinoscope" béatifie Emmanuel Macron », Acrimed, 4 févr. 2017.

2. « Un élu du Front national remporte la Star Academy », Acrimed, 29 janv. 2015.





GUILLAUME ERNER ET LA CRITIQUE DES MÉDIAS

Esquives et aveuglements.

On sait que la critique des médias – du moins celle qui ne se complaît pas dans la connivence et la bienséance – n'est pas la bienvenue au sein de ces mêmes médias. Dans l'audiovisuel comme dans la presse, l'exercice est impossible et, d'entraves en censures pures et simples, les exemples ne se comptent plus. Mais peut-on critiquer les médias en dehors des grands médias, en compagnie de l'un de leurs représentants ? Un cas, assez rare, s'est présenté le 5 février 2025 : Guillaume Erner, le producteur et animateur vedette de France Culture, a accepté une discussion avec Daniel Schneidermann sur Arrêt sur images¹. Peine perdue pour la critique des médias... Mais instructif quant aux mécanismes de défense développés par l'éditocratie pour éviter toute véritable remise en cause.

Pouvait-on s'attendre à ce que Guillaume Erner accepte d'accomplir un retour réflexif sur les « Matins » de France Culture et sur les pratiques de ses confrères et consœurs ? Sans surprise, celui que La Revue des médias présente comme un « amoureux de la complexité »² s'est plutôt réfugié dans le « prêt-à-répondre » typique

de l'éditocratie. Alternant flagornerie et accusations offensantes, il a excellé dans l'art du déni, de l'autocélébration, de la contorsion et de l'indignation. Meilleur du pire.

DOUBLE STANDARD ? « LA RÉPONSE EST NON »

Pressé par Daniel Schneidermann de se prononcer sur le double standard qui structure le traitement médiatique de la question palestinienne – très largement documenté –, l'animateur « complexe » en réclame purement et simplement l'existence :

– **Daniel Schneidermann** : *Mon sentiment [...], c'est que [...] les 45 000 morts palestiniens à Gaza n'ont pas été pleurés, célébrés de la même manière que l'ont été les 1 200 morts israéliens du 7 octobre. Voilà, est-ce que sur ce point on peut tomber d'accord ?*

– **Guillaume Erner** : *Mais pas du tout !*

– **Daniel Schneidermann** : *Pas du tout ?*

– **Guillaume Erner** : *Mais pas du tout.*

Après le déni, l'autocélébration ? Alors que la question portait sur les médias audiovisuels en général, Guillaume Erner l'esquive en mentionnant son

**“Vous pensez
que je suis un
nazi en fait ?”**

Guillaume Erner

1. « Guillaume Erner, un "judéobsédé" face au charlisme », Arrêt sur images, 5 févr.

2. « Guillaume Erner : "J'adore inviter des gens avec qui je ne suis pas d'accord" », La Revue des médias, 2 févr.

cas particulier – irrécusable, forcément. La stérilité de l'échange donne très vite sa mesure. Lorsque Daniel Schneidermann interroge par exemple le matinalier sur son interview du journaliste palestinien Rami Abou Jamous, au cours de laquelle Erner reprit des éléments de la propagande israélienne dans 10 questions (sur 23)³, ce dernier allume immédiatement un contre-feu en mobilisant une des armes favorites de l'éditocratie contre la critique d'Israël et de ses relais médiatiques: «*ASI ne s'intéresse à mes émissions que lorsque je traite de la question israélo-palestinienne. [...] Il y a, vous voyez, une judéo-obsession chez ceux qui font ça.*» Ou encore, plus tard:

Guillaume Erner: *Je pense que s'il y a quelque chose d'inouï qui devrait réveiller Daniel Schneidermann la nuit tous les jours [...], cette chose-là extrêmement importante c'est, si vous voulez, les milliers et millions de musulmans qui sont aujourd'hui persécutés dans des régions dont personne ne parle, dont tout le monde*

médiatiques pour les Ouïghours et les Rohingyas ne va pas de pair avec l'expression d'un «soutien inconditionnel» à leurs oppresseurs chinois et birmans sur les plateaux de télévisions, ni n'est l'occasion d'un déferlement d'expressions racistes et dés-humanisantes, comme ce fut le cas à l'endroit des Palestiniens des mois durant. L'un dans l'autre, recourir à l'un des plus ardents défenseurs de l'autodétermination du peuple palestinien, en la personne du poète Marhmadou Darwich, pour assimiler la critique du «deux poids, deux mesures» à un impensé antisémitisme relève, à tout le moins, d'un profond égarement.

LES COPAINS ET COPINES D'ABORD

Guillaume Erner refusant catégoriquement de reconnaître le double standard à l'œuvre, il en exonère également les personnalités médiatiques épinglées par Daniel Schneidermann dans son livre *Le Charisme* (Seuil, 2025), au premier rang desquelles Sophia Aram – «une de mes intimes», «mon amie», vis-à-vis de laquelle il assume ici sans scrupule un «conflit d'intérêt» – et Caroline Fourest. Car un bon éditocrate protège les siens. S'agissant de cette dernière, le matinalier fait même preuve de loyauté jusqu'à la caricature. N'a-t-elle pas déclaré que les morts palestiniens ne peuvent être mis sur le même plan que les morts israéliens⁴? La réponse d'Erner est une nouvelle fois une merveille de pensée complexe. D'abord, il semble reconnaître

le double standard dans la bouche de sa camarade: «*Je ne partage pas du tout cette représentation des choses. Je pense que toute mort est évidemment un drame et il n'y a pas de bonne manière de faire mourir les enfants.*» Mais quelques phrases plus tard... volte-face:

Guillaume Erner: *Mais par ailleurs attendez, j'aimerais qu'on continue sur Caroline Fourest [...]. Imaginons par exemple qu'elle incarne, ce que je ne crois pas, le deux poids, deux mesures dans ce domaine-là, c'est-à-dire qu'elle pense qu'il est bon d'ôter des vies palestiniennes, parce que le deux poids, deux mesures c'est ça [...].*

Classique, sinon habile opération d'enfumage chez les éditocrates: caricaturer les critiques qui leur déplaisent, rendant ainsi impossible tout examen sérieux de leurs productions. Face à Schneidermann, Guillaume Erner use et abuse sans aucun complexe de ces procédés rhétoriques frauduleux. Évoque-t-on



se fout. Je pense évidemment en premier lieu aux Ouïghours et en deuxième lieu aux Rohingyas. C'est ce qu'on appelle la tache aveugle. S'il y avait une sincérité... Darwich, dans un vers [...] dit finalement que la seule raison pour laquelle on s'intéresse aux Palestiniens [...], c'est parce qu'ils ont comme ennemi les juifs. Quand les musulmans ont comme ennemi les Chinois ou les Birmans, on s'en tape et personne n'en parle, sauf France Culture.

Si l'on ne peut que déplorer l'absence effective d'information sur les peuples opprimés cités par Erner, on ne voit pas bien en quoi, d'une part, cette invisibilisation permettrait d'invalidiser les carences médiatiques (bien réelles) du traitement médiatique sur la situation à Gaza, notamment au regard des standards de médiatisation fixés par les rédactions en chef au lendemain du 7 octobre 2023. D'autre part, à notre connaissance, le désintérêt des chefferies

3. «Gaza: autopsie d'une interview de France Culture», Arrêt sur images, 22 oct. 2024.

4. «Israël-Palestine: le naufrage du débat public (suite)», *Médiacritiques* n°50, avr.-juin 2024, p. 34.

le double standard de nombreux commentateurs de plateau ? Il soutient que Schneidermann voit partout des « gens monstrueux ». La reprise de la propagande israélienne ? « Vous ne trouvez pas dans Le charlisme une seule personne qui soit véritablement un défenseur acharné de Tsahal. Des disciples de Smotrich, en France, il y en a très peu. » Schneidermann évoque-t-il une chronique dans laquelle Erner parle plus volontiers du chapeau de Melania Trump que du salut nazi d'Elon Musk ? « Vous pensez que je suis un nazi en fait ? Et que je veux couvrir [les nazis] ? » Le journaliste d'Arrêt sur images souhaite-il dire « ce qui [l]'a le plus choqué dans [le] livre [d'Erner] » ? Ce dernier le coupe avant de connaître le grief en question : « Je n'aime pas le mot "choqué". Je pense que vous valez mieux que la seule dénonciation de catégories morales qui sous-entendraient que je suis un génocidaire. » L'omniprésence de Caroline Fourest sur les plateaux⁵ ? Erner nie l'évidence et balaye d'un revers de main la critique de la mutilation structurelle du pluralisme : « Parce qu'il faudrait la radier à vie ? » ; « Vous voulez qu'elle soit blacklistée ? »... Avant de s'autocélébrer de nouveau : « J'ai invité Ilan Pappé, j'ai invité Shlomo Sand, j'ai invité Elias Sanbar. » Bravo ! Le matinalier épris de complexité ignore-t-il qu'un cas particulier ne saurait constituer une règle générale ?

Autre point aveugle : Erner refuse d'envisager le pouvoir de (dé)légitimation à géométrie variable qu'exercent les chefferies médiatiques – et lui compris. En effet, le problème n'est pas tant de vouloir « radier » Caroline Fourest que de dénoncer leur complaisance persistante à son égard : contrairement à de nombreux soutiens (réels ou supposés) du peuple palestinien sommés en permanence de

montrer patte blanche, suspectés et diffamés à longueur d'antenne, assaillis d'injonctions à « condamner » le Hamas, accablés en boucle par les professionnels du commentaire pour des déclarations jugées « inacceptables » dont ils doivent répondre des mois durant, Caroline Fourest écume les plateaux sans être jamais (ou presque) mise en situation de devoir justifier les siennes⁶.

Pourquoi défendre autant Fourest ? Parce que dans le champ journalistique, le copinage est un impératif réputationnel, voire ce qui fait et défait les carrières ? La spontanéité désarmante de cette déclaration porterait presque à le croire :

Guillaume Erner : *Il y a chez Caroline Fourest toutes sortes de choses évidemment critiquables qu'on peut critiquer. Moi, elle ne me parle plus, donc je ne peux pas en plus dire que c'est une copine, vous voyez, j'aimerais bien qu'elle me reparle. Caroline, si tu peux me reparler, reparle moi !*

La déclaration est des plus touchantes... A-t-on un cœur de pierre si on la juge peu professionnelle ? Elle est en tout cas révélatrice des règles du jeu médiatique.

CENSURER LA CRITIQUE DES MÉDIAS : MODE D'EMPLOI

La critique des médias est acceptable – si la cible fait consensus, et que les errements dénoncés se conjuguent au passé... Aussi Guillaume Erner ne ménage-t-il pas ses louanges à Schneidermann pour son ouvrage *Berlin, 1933* (Seuil, 2018), qui documente l'aveuglement des élites médiatiques occidentales au moment de l'accession de Hitler au pouvoir⁷. Mais quand la critique soulève la responsabilité actuelle des journalistes, sa légitimité devient... moins évidente. Outre sa dénégation constante du double standard, la critique par Daniel Schneidermann de ses conclusions hâtives dans l'affaire des mains rouges taguées sur le mémorial de la Shoah⁸ est qualifiée de « chro-

nique de fou, chronique de malade ». Les analyses des discours de Caroline Fourest et des angles morts de Sophia Aram dans *Le Charlisme* sont des « spéculations inouïes », une « attaque complètement saugrenue », relevant d'une « architecture intellectuelle complètement folle » qui consisterait à « prêter aux gens des positions qui sont des positions absurdes ». Toute ressemblance...

Erner le montre : les grands médias refusent toute critique qui ne soit pas autorisée, exercée par

“On ne va pas inviter quelqu'un qui vient de vous défoncer le pied.”

Guillaume Erner

5. « Invitations sur France 5 : le cas *Franc-Tireur* », *Médiacritiques* n°53, hiver 2025, p. 8.

6. Lire « Chère Caroline Fourest », *Blast*, 19 sept. 2024.

7. « Lire : *Berlin, 1933*. La presse internationale face à Hitler de Daniel Schneidermann », *Acrimed*, 17 avr. 2019.

8. Sans preuve, il a laissé entendre que les coupables de ce forfait antisémite étaient des militants pro-palestiniens. Lire « La preuve par les mains rouges », *Libération*, 26 mai 2024.

eux-mêmes dans des chroniques « Médias » inoffensives. Une critique indépendante, qui pointe leurs failles et leurs biais n'a tout simplement pas accès à eux. Acrimed en sait quelque chose. Schneidermann en obtient la confirmation ingénue. Au début de l'entretien, alors que Daniel Schneidermann rappelle avoir été invité à deux reprises sur France Culture au moment de la sortie de *Berlin, 1933*, Erner a cette réaction intéressante :

– **Guillaume Erner** : *Inviter Schneidermann deux fois à France Culture, ce n'est pas rien.*

– **Daniel Schneidermann** : *C'est-à-dire ? Ça veut dire quoi ?*

– **Guillaume Erner** : *Ça veut dire, si vous voulez, bon... vous êtes une sorte de caractériel du journalisme et donc...*

Mais il faut attendre la fin de l'entretien pour que Guillaume Erner dévoile le fond de sa pensée :

– **Guillaume Erner** : *Comme tous les trois mois, Schneidermann fait un papier assassin sur France Culture, etc., évidemment, on ne va pas inviter quelqu'un qui vient de vous défoncer le pied. Et d'ailleurs à chaque fois que j'ai dit « je vais chez Schneidermann », on m'a dit « mais t'es dingue, qu'est-ce que tu vas foutre chez Schneidermann ? » [...] Il y a forcément des copains salariés de France Culture que vous avez déjà défoncés dans vos papiers, donc moi, je ne veux pas avoir ces dix copains déboulant dans mon bureau en me disant : « Salaud ! Pourquoi t'as invité Schneidermann ? »...*

– **Daniel Schneidermann** : *Parce que c'est comme ça que ça se passerait ?*

– **Guillaume Erner** : *On l'imagine.*

Reconnaissons à l'homme le mérite de la franchise. Il admet le plus naturellement du monde – en naturalisant ainsi la pratique – qu'il est normal d'invisibiliser un discours pointant les travers des « copains ». L'idée acquiert une saveur toute particulière quand, sans y voir aucune contradiction, il défendra quelques minutes plus tard l'omniprésence de Caroline Fourest dans les médias au nom de la liberté d'expression et déclarait, quelques minutes plus tôt : « La liberté d'expression [...] est vraiment un thème qui m'est cher. » La voix des « Matins » de France Culture est décidément impénétrable ! Alors qu'ils évoquent le licenciement de Schneidermann du *Monde* pour avoir critiqué publiquement le journal à l'occasion de la publication de *La face cachée du Monde* de Péan et Cohen, Guillaume Erner ne voit pas le problème de la loyauté aveugle exigée par la norme de l'entre-soi. Non, lui voit plutôt un défaut de personnalité chez le licencié, le qualifiant de « mauvais coucheur »,

“Vous devriez nous protéger tous les jours.”

Guillaume Erner

et un défaut de fidélité, consistant à « jouer contre son camp ». Une reformulation élégante du précepte qu'édicteait... Cyril Hanouna, lorsque le député Louis Boyard osa critiquer Vincent Bolloré à domicile, sur C8 : « Moi, je ne crache pas

dans la main qui me nourrit ».⁹

Mais Guillaume Erner est un journaliste « cérébral » – comme le dit son ex-patronne. Il a donc une théorie originale sur la goujaterie critique de son hôte. Il y aurait selon lui une « méthode Schneidermann » qui consisterait « à taper d'abord sur ceux qui veulent faire la paix. Je m'explique. [...] C'est-à-dire que tout ce qui incarne une position médiane et centrale. France Culture, parce que vous avez fait plusieurs papiers assassins contre moi, contre la chaîne. Tout ce qui pourrait relever d'une position de paix, d'une position équilibrée est visé [...] ».

La critique des médias est inconséquente et dangereuse, puisqu'elle s'en prend au cercle des gens « raisonnables », qui sont naturellement des « faiseurs de paix », au nombre desquels Guillaume Erner se compte évidemment. Derrière ces fariboles, se cache une vérité toute simple, qu'Erner finit par énoncer : le crime qu'a commis Schneidermann, c'est d'avoir critiqué France Culture, « que vous défonchez à chaque fois que vous le pouvez, alors que vous devriez nous protéger tous les jours ». « Protéger »... ou « adouber » ? Pour l'aristocrate du PAF, la seule critique légitime serait celle qui le valide. En toute logique, on ne peut rien reprocher aux « meilleurs »... On ne peut rien trouver à redire non plus à leurs équations orwelliennes : relayer la propagande de guerre israélienne, c'est œuvrer à la paix. La cohérence intellectuelle est une pulsion déraisonnable. Invisibiliser la critique des médias, c'est défendre la liberté d'expression. ■

9. « Hanouna chien de garde », *Médiacritiques* n°45, janv.-mars 2023, p. 49.

YVES CALVI EN MAJESTÉ

Depuis fin 2022, France 5 diffuse chaque dimanche dans l'indifférence générale une émission consacrée aux médias, « C médiatique ». À peine lancée, on craignait déjà y voir poindre une certaine tendance « superficielle et confraternelle, offrant simplement un espace médiatique aux élites de la profession pour justifier leurs choix et vanter leurs productions »¹. Le 2 février 2025, l'animatrice Mélanie Taravant et ses chroniqueurs recevaient en plateau un certain Yves Calvi, journaliste au passif long comme le bras, chien de garde s'il en est. Bilan ? Complaisance et connivence à tous les étages – de quoi rendre un verdict plus sévère encore qu'il y a deux ans et demi.

De fait, le ton est donné dès l'entame : « Yves Calvi décode le monde à la radio, à la télé, depuis presque quarante ans avec son style toujours très pédago. » Et dès la première question : « Vous, journaliste, comment vous vous informez le matin, est-ce que vous avez un rituel ? »

Et encore n'était-ce là que le préambule. Le chroniqueur François Saltiel s'emballe :

– **François Saltiel** : Le style Calvi, on l'a entendu, c'est déjà une voix très enthousiaste, une voix curieuse, gourmande, entraînante, qui embarque complètement l'auditeur. Ça, c'est un peu pour la forme. Et sur le fond, on sent une volonté empathique. C'est-à-dire de se

mettre au diapason des préoccupations du public, un peu sur le terrain, vous savez parfois on reproche aujourd'hui d'être un peu trop condescendant, là c'est pas le cas. On essaye vraiment de répondre aux attentes des gens, et ils sont nombreux à vous écouter.

– **Mélanie Taravant** : À hauteur des auditeurs.

– **François Saltiel** : À la hauteur des auditeurs. Ça, c'est un peu ça entre le fond et la forme [sic]. Et puis le ton Calvi, pardonnez-moi, c'est aussi un tic qui est devenu gimmick.

En l'occurrence, le « tic devenu gimmick » consiste, chez Yves Calvi, à dire « pardonnez-moi » lorsqu'il interrompt ses interlocuteurs. Ce qui a l'air de passionner le chroniqueur, qui insiste : « Il vous sert à quoi, ce "pardonnez-moi" ? » Et encore : « Donc c'est de la politesse, quoi ? »

À ce stade, la teneur des questions ne laisse déjà plus de doutes sur la nature de l'interview. Mais c'était sans compter quelques coups de brosse à reluire supplémentaires. Par Mélanie Taravant, d'abord, visiblement dans un monde parallèle :

Et pardonnez-moi Yves Calvi, vous définissez votre travail comme un journalisme d'explication, est-ce que finalement c'est une manière de prendre aussi le contrepied du journalisme d'opinion, qui s'impose quand même beaucoup sur les autres plateaux ?

Mais aussi :

Et parfois, même si c'est des longues phrases emberlificotées, vous arrivez

quand même à arriver à l'essentiel et à traduire probablement la pensée du téléspectateur ou de l'auditeur à ce moment-là.

Loué soit Yves Calvi. La chroniqueuse Lise Pressac en rajoute une couche :

« Pugnace et pédagogue », c'est pas moi qui le dis, c'est le JDD qui parle de vous en 2011. Vous êtes un journaliste « interactif » titre Le Parisien. « Journaliste populaire sans être populiste. Intelligent sans être intello ». Que de compliments Yves Calvi ! Et un style qui est inchangé, que ce soit sur LCI, sur Canal + ou sur BFM-TV. Avec à chaque fois ce que vous aimez par-dessus tout, ce sont les émissions en direct, donc vous êtes bien, chez nous, ici, puisqu'il peut tout se passer.

On ne doute pas qu'Yves Calvi se sente bien sur le plateau – c'est même le moins que l'on puisse dire. D'autant que les questions plus nombrières les unes que les autres s'enchaînent : « À la rentrée, vous disiez avoir été blessé après avoir été remplacé par Thomas Sotto à la matinale, c'est passé depuis ? » (Lise Pressac) ; « Est-ce que vous aimez l'exercice de l'interview politique ? » (Mélanie Taravant) ; « Si je vous donne, parce qu'on vous a entendu vous étiez joueur Yves Calvi, là je vous donne une carte comme au

Monopoly, sauf que vous pouvez aller où vous voulez. Donc vous iriez où, vous feriez quoi ? » (François Saltiel) ; « Vous êtes assez absent [...] des réseaux sociaux, ce qui est assez rare lorsqu'on est un journaliste à forte notoriété comme vous. Pourquoi cette absence-là ? » (François Saltiel) ; etc. La passion du microcosme... Jusqu'à ce chef d'œuvre de journalisme, signé Mélanie Taravant :

Est-ce que vous binge-watchez, Yves Calvi ? Est-ce que vous vous gavez de séries ? [...] Vous avez des séries préférées que vous regardez ? [...] Moi, on m'avait dit que vous regardiez aussi « Peaky Blinders », « Narcos », « Breaking Bad ». Quand même, tout ça avait un point commun, c'était un peu des spécialistes des drogues et des addictions. On avait la prohibition, la drogue... Je me suis demandée si ça cachait pas quelque chose ?

Ou comment « C médiatique », l'émission qui prétend être consacrée aux médias et à « ceux qui animent le débat médiatique », se charge surtout... de consacrer ces médias et leurs tenanciers. Loin, très loin même, de la critique des médias. ■

1. « C médiatique » : critique des médias ou « moment de détente » ?, Acrimed, 5 oct. 2022.





ÉRIC NAULLEAU DANS «C MÉDIATIQUE»: DE COMPLAISANCE EN LÉGITIMATION

France 5, 6 avril 2025.

Tandis que la gauche n'en finit pas d'essuyer les calomnies, diabolisée à flux continu, l'extrême droite et ses relais capitalisent sur la complaisance des plateaux prétendument « respectables ». Énième démonstration du service public, où de dépolitisation en médiocrité, le confusionnisme va bon train, favorisé par l'entre-soi.

Le 6 avril, c'est au terme d'une séquence renversante de « décryptage » des éléments de langage du RN après la condamnation judiciaire de Marine Le Pen – les reproduisant en réalité les uns après les autres, du fait de l'absence totale de contradiction après leur diffusion – que la brillante équipe de « C médiatique » (France 5) introduit son « invité du jour » : Éric Naulleau. Un « *polémiste provocateur, essayiste, fan de culture et de rock* », lançait vaillamment la présentatrice Mélanie Taravant lors du sommaire, disposée à tous les euphémismes pour ne pas employer les termes qui s'imposent à l'égard de

ce compagnon de route de l'extrême droite, préférant évoquer une « *grande gueule du PAF* » ou encore un « *critique littéraire, éditeur, essayiste, chroniqueur, avec des prises de position toujours très tranchées* ».

« Certaines personnes ont un peu eu du mal à vous suivre, parce que c'est un peu confus finalement d'être de gauche et d'officier comme ça sur le groupe Bolloré. »

François Saltiel

Comme le résumait Blast dans un portrait aux petits oignons¹, la carrière d'Éric Naulleau parle pour tant pour elle, depuis sa franche amitié avec Éric Zemmour et la co-écriture d'un livre avec l'antisémite Alain Soral, jusqu'à des contributions dans « *l'ensemble des médias les plus réactionnaires, voire franchement d'extrême droite* » (Le FigaroVox, Valeurs actuelles, L'Incorrect, Éléments, Frontières, Front Populaire, etc.), en passant par des « *conférences à l'université d'été de Reconquête, [...] à l'invitation de sections locales de Reconquête, décidément, voire de l'Action française* ». Bref, les « *accointances personnelles et idéologiques [d'Éric Naulleau] avec l'extrême droite ne sont pas nouvelles, loin de là* ».

1. « Cher Éric Naulleau », Blast, 21 déc. 2024.



Retour sur le parcours d'Éric Naulleau

«EST-CE QUE VOUS VOUS SENTEZ ENCORE DE GAUCHE?»

Mais ces faits d'arme ont de toute évidence un goût de trop peu pour les journalistes de «C médiatique». Au prix de moult contorsions, le chroniqueur François Saltiel – également producteur et animateur sur France Culture – entretient ainsi le confusionnisme ambiant:

François Saltiel: Vous partez sur C8, dans la galaxie un petit peu Bolloré, avec Cyril Hanouna, où vous êtes chroniqueur, puis joker, puis vous avez vos émissions; vous signez aussi dans le JDD qui appartient au même groupe. Et puis c'est là où, peut-être, certaines personnes ont un peu eu du mal à vous suivre, parce que c'est un peu confus finalement d'être de gauche et d'officier comme ça sur le groupe Bolloré. Vous le comprenez, justement, ce côté un peu illisible que vous pouvez donner à certaines personnes? Est-ce que vous vous sentez encore de gauche?

KO debout, Éric Naulleau a dès lors toute latitude pour se revendiquer sans ciller – et comme il en a l'habitude – d'«une gauche sociale, laïque, universaliste, antitotalitaire, donc tout le contraire de la gauche qui a pignon sur rue», sans rencontrer d'autre embûche que la timidité du producteur de France Culture:

François Saltiel: Lorsque vous êtes par exemple... alors, vous vous en êtes déjà expliqué mais..., au premier rang d'un meeting d'Éric Zemmour, candidat quand même d'extrême droite, et quand vous avez récemment participé à une manifestation, «Le Printemps de la liberté d'expression», qui se situait dans la ville dirigée par le RN Louis Aliot à Perpignan, là, vous comprenez que ça peut parfois être un

peu confus de se dire bah finalement ok, il ne se reconnaît pas dans la gauche telle qu'elle est incarnée par Jean-Luc Mélenchon, mais de là à participer à des événements qui sont classés d'extrême droite, c'est aussi compliqué...

Quand la dépolitisation le dispute à la bienséance attendue du microcosme médiatique, il devient en effet «compliqué» d'affronter l'extrême droite, comme le démontre (à nouveau) quelques minutes plus tard François Saltiel lors de son «interview cash». Florilège:

– **François Saltiel:** Est-ce que vous vous sentez plus proche d'un Laurent Ruquier ou d'un Cyril Hanouna? [...]

– **François Saltiel:** Sur Hanouna, vous déclariez en 2021 dans Libération qu'il était très, très loin de vous, que vous n'avez pas du tout la même complicité intellectuelle, que vous étiez dans deux champs complètement opposés. C'est encore le cas aujourd'hui?

– **Éric Naulleau:** Oui, moi je suis du côté de la culture, on ne peut pas dire que ce soit la préoccupation de Cyril Hanouna.

– **François Saltiel:** Alors pourquoi y être justement, vous avez pas l'impression que d'être dans cette émission, c'est donner une caution culturelle et d'une certaine façon, la dévoyer un peu? [...]

– **François Saltiel:** Sur la culture justement, on sait que c'est peut-être votre envie première, de revenir encore plus à la culture, peut-être pourquoi pas [de] développer une émission culturelle.

– **Éric Naulleau:** Vous avez un boulot à me proposer?

– **François Saltiel:** Ouais!

– **Éric Naulleau:** Ah d'accord!

– **François Saltiel:** Vous pourriez revenir sur le service public justement pour le faire?

On le voit, avec les têtes de gondole de Bolloré, le ton est sans concession...

«Est-ce que finalement, dans ses choix éditoriaux, CNews ne colle pas, aussi, aux attentes des Français?»

Marie-Virginie Klein

«CNEWS NE COLLE-T-ELLE PAS, AUSSI, AUX ATTENTES DES FRANÇAIS?»

Le reste de l'émission est à l'avenant, dont rien ne saurait ébranler le concept édicté par Mélanie Taravant en septembre 2022: «Les rires et les sourires n'em-

pêchent pas l'analyse, d'autant que c'est ce que les gens ont envie de voir un dimanche midi: un moment de détente». De quoi autoriser toutes les badineries de la journaliste, et ce, dès l'entrée d'Éric Naulleau, assis au côté du chef cuisinier Philippe Etchebest: «Est-ce que vous

vous connaissez ? Vous avez déjà testé un de ses restos ? [...] Je crois que vous aimez bien le pain perdu ! » Si les rires sont indéniablement au rendez-vous du plateau, « l'analyse » y est un laissé-pour-compte. Cela dit, ne laissons pas croire qu'il aurait pu en être autrement, en particulier lorsque l'un des objectifs affichés de l'émission était d'« analyser les raisons de l'ascension de CNews »... avec l'un de ses habitués.

À ce chapitre, les téléspectateurs auront donc naturellement appris de la bouche d'Éric Naulleau que « globalement, [CNews] est une chaîne qui s'occupe de la réalité quand il y a des médias qui sont beaucoup plus intéressés par le déni de réalité ». Terrassés par tant d'analyse, les journalistes n'ont visiblement pour seule arme que de vagues rappels aux condamnations de l'Arcom et quelques parades parfaitement creuses... et donc forcément inoffensives : « Le "déni de la réalité" dans les autres médias, je ne vois pas comment on peut dire ça », avance par exemple péniblement la présentatrice rebelle.

Face à tant d'adversité, Éric Naulleau poursuit en expliquant que « la contradiction est présente sur le plateau de CNews », comme le fut « la nuance » dans l'affaire... de Crépol², qu'il n'y a « pas de position a priori » sur la chaîne et que de « vrais débats » y ont lieu. Non contente d'être une nouvelle fois à court d'arguments étayés, l'assemblée lui pave même la voie. Lise Pressac : « Est-ce que vous [...], cette contradiction, parfois, vous vous sentez parfois un peu seul à la porter sur les plateaux de CNews ? » Quand il n'en va pas plutôt d'un véritable tapis rouge :

– Marie-Virginie Klein : Est-ce qu'il n'y a pas une question de vouloir coller à la réalité de ce que pensent les Français ? Moi, j'aime bien regarder les sondages d'opinion, et c'est vrai que là, quand on regarde le dernier sondage Ipsos qui a été publié en février, on voit qu'il y a trois priorités pour les Français. La première, c'est la violence, la criminalité ; la deuxième, c'est l'inflation donc le pouvoir d'achat ; et la troisième, c'est l'injustice, la

« J'ai l'impression que le succès de CNews s'explique parce qu'il aborde franchement et de manière contradictoire, sous forme de débat, des thèmes qui étaient longtemps interdits. Je parle de la violence, je parle de l'immigration. »

Éric Naulleau

lutte contre les pauvretés. Est-ce que finalement, dans ses choix éditoriaux, CNews ne colle pas, aussi, aux attentes des Français ? Je voudrais qu'on écoute peut-être Jean-Daniel Lévy de l'institut Harris Interactive pour réagir, peut-être, à ce qu'il va nous dire.

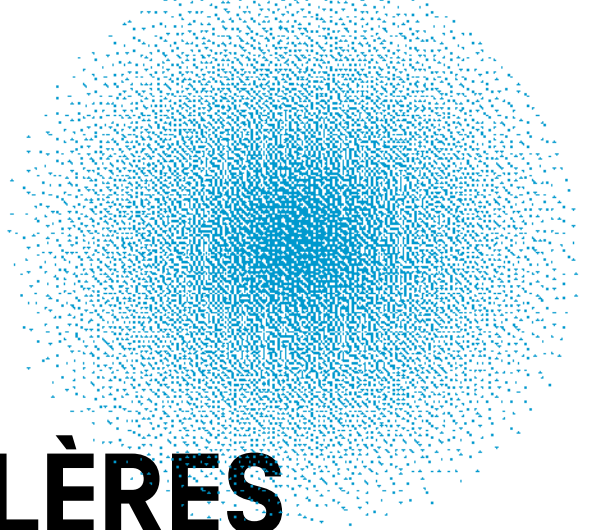
– [Extrait de l'interview de Jean-Daniel Lévy] : Il y a une croissance de la proportion de Français qui se situe à droite ou très à droite sur l'échiquier politique, des électeurs qui disent : « Au

moins, les vraies choses sont dites sur CNews ». Des thèmes qui sont abordés et qui leur parlent. Les questions d'immigration, d'insécurité et une forme de remise en cause de ce qui apparaît comme étant la bien-pensance. Donc ils retrouvent chez CNews des points qui correspondent à leurs aspirations, à leurs interrogations, à leurs doutes et également à leurs souhaits.

– Éric Naulleau : Jean-Daniel Lévy parle d'or. Moi, j'ai l'impression que le succès de CNews s'explique parce qu'il aborde franchement et de manière contradictoire, sous forme de débat, des thèmes qui étaient longtemps interdits. Je parle de la violence, je parle de l'immigration, c'est-à-dire que pendant des années, on a expliqué aux gens qu'ils ne vivaient pas ce qu'ils vivaient, qu'ils ne subissaient pas ce qu'ils subissaient [...].

Entre-soi, dépolitisation, médiocrité... Au mépris des faits, dûment étayés par moult travaux en science politique – et par la critique des médias –, France 5 laisse triompher l'opinion, prospérer le commentariat au doigt mouillé et ce faisant, sert la soupe à l'extrême droite. « C médiatique » n'est pas « CNews ». Mais comme ailleurs dans les médias dominants, c'est à force d'indigence et de petites lâchetés (accumulées) qu'on y fait la grande banalisation de l'extrême droite. ■

2. Lire par exemple « Meurtre de Crépol : sur BFMTV et CNews, le grand défouloir de l'extrême droite », *Télérama*, 8 déc. 2023, « Crépol, récit d'une bataille médiatique », *Blast*, 10 déc. 2023 et « CNews désinforme et le sait : la preuve par Crépol », *Mediapart*, 3 avr. 2024.



GAZA: LES ŒILLÈRES ET LES PARTIS PRIS DU *PARISIEN*

Le double standard à son paroxysme.

Le 16 janvier 2025, à l'annonce d'un accord de « cessez-le-feu » entre l'État d'Israël et le Hamas, le Proche-Orient retrouvait le chemin de la Une du *Parisien*. Nous avons compilé tous les articles parus dans la version papier entre le 16 janvier et le 6 février, soit les trois premières semaines sur les six qu'était censée couvrir la première phase de cet accord. Leur analyse ne vient nullement contredire la conclusion du deuxième volet que nous avons consacré aux Unes du quotidien¹: « *Alors que la guerre génocidaire fait rage [...] en Palestine, le quotidien poursuit tête baissée sa caricature du double standard, où désinformation et déshumanisation des Palestiniens vont de pair.* »

« *Jusqu'au bout, Israël n'a pas su s'il fallait y croire.* » Cet incipit du premier article consacré aux suites de l'accord de « cessez-le-feu » à Gaza suffirait à synthétiser la ligne éditoriale du *Parisien*: raconter les événements du point de vue israélien et laisser Gaza hors-champ, au point de désinformer – parfois tout court, souvent par omission, toujours grossièrement – s'agissant du vécu des Palestiniens.

Entre le 16 janvier et le 6 février, 29 articles ont nourri les pages de la rubrique « International » consacrées à la situation au Proche-Orient. Près des

deux tiers (17) sont des reportages et des récits portant sur Israël, les otages israéliens, leur entourage, leurs souffrances ou leur libération. Sept autres sont des articles « grand angle » rapportant les termes de l'accord et ce qu'en dit la presse israélienne (16 janv.), les coulisses de la « trêve signée Trump » et le « rôle du Qatar » (17 janv.), les velléités du président américain de « déplacer les Gazaouis » (27 janv.) ou de « prendre le contrôle » de Gaza (6 févr.) et les réactions qu'elle suscitent en Israël, entre « euphorie et scepticisme » (6 févr.); ou encore des interrogations sur « la survie politique de Netanyahou » (31 janv.). Restent donc un éditio, intitulé « Le séisme du 7 octobre » (17 janv.), deux interviews, menées avec le négociateur israélien Gershon Baskin (17 janv.) et l'ancien ambassadeur de France à Washington Gérard Araud (6 févr.)... et seulement 2 articles dédiés aux Palestiniens de Gaza², auxquels s'ajoute – au sein d'un article plus large sur les retours d'otages – un court focus sur « la libération de près de 800 prisonniers palestiniens ». Énoncé dans le chapô, cet événement y est d'emblée décrit comme une source d'« inquiétude » et donc commenté... selon un point de vue israélien, ce que laissait déjà entendre le titre de l'article en question: « Israël partagé entre la joie de retrouver les otages et le prix à payer » (19 janv.).

1. « Palestine: l'invisibilisation continue », *Médiacritiques* n°52, oct.-déc. 2024, p. 37.

2. Nous avons désindexé du corpus l'article « Cisjordanie, le nouveau front » (23 janv.), ce qui ne biaise pas l'analyse en cours.

PRISONNIERS PALESTINIENS: TERRORISTES OU FANTÔMES

« Prix à payer qui fait grincer des dents », nous dit même la suite de l'article. Une métaphore parmi d'autres pour réifier les prisonniers palestiniens : « monnaie d'échange aux otages » par exemple (2 févr.), mais aussi « contreparties qui crispent une partie de l'opinion » (20 janv.) – israélienne, pour peu que la précision fût nécessaire. Au sein du corpus, si l'on trouve 125 occurrences des termes « otage » et « captif », exclusivement employés pour désigner les Israéliens, on n'en trouve aucune pour « prisons israéliennes » ; quant aux « prisonniers » palestiniens, ils apparaissent de manière totalement résiduelle : seulement 20 occurrences, soit plus de six fois moins.

Leur invisibilisation saute aux yeux dès les titres, puisqu'aucun ne les mentionne au cours de ces trois semaines. Ils ne sont pas, à proprement parler, une « information ». Pas une seule voix palestinienne n'est d'ailleurs présente pour exprimer un témoignage sur leurs libérations : ni famille, ni proche. Les Palestiniens qui assistent aux libérations d'otages israéliens à Gaza sont en revanche animalisés, systématiquement décrits comme une « foule » tantôt « désordonnée » (25 janv.), « déchaînée » (1^{er} févr.) ou « chaotique » (26 janv.), quand la rédaction ne parle pas plus simplement de « hordes de sympathisants » (26 janv.) qui « gênent la progression des camionnettes blanches dans lesquelles se trouvent [les otages] » (31 janv.). Dès le premier article consacré aux suites du « cessez-le-feu », *Le Parisien* indique du reste à ses lecteurs l'essentiel de ce qu'il tient à leur faire savoir concernant les prisonniers palestiniens : « Un terroriste libéré sera le meurtrier de demain ». Choisie en guise d'intertitre, cette citation est un slogan scandé

par « des manifestants [...] réunis à Jérusalem pour protester contre les négociations en cours ». La rédaction aurait pu mettre en relief d'autres jugements ou d'autres acteurs, mais elle a décidé de distinguer ceux-ci. Et il n'en va pas là d'un accident éditorial, tant le portrait des prisonniers se brosse en un seul mot : une menace.

En trois semaines, aucun article à part entière n'est dédié à couvrir leur libération, dont on ne dispose d'ailleurs d'aucune photographie – à titre de comparaison, les otages israéliens et les rassemblements qui les soutiennent font l'objet de 15 clichés. La couverture la plus « étoffée » provient de l'article du 19 janvier précédé-

demment cité. Seuls deux noms sont alors donnés : Ahmed Barghouti et Zakaria Zubaidi³, dont la rédaction indique qu'il a été libéré en 2011 puis « renvoyé en prison, ainsi que de nombreux autres détenus qui ont été aussi condamnés à des dizaines de peines de prison à perpétuité », mais aussi « trois membres de la cellule de Silwan impliqués dans le meurtre de 35 personnes ». En dehors de Mohammed Odeh, mentionné dans un article consacré au deuil de la mère de David Gritz (« Je lui pardonne », 2 févr.) – assassiné par Mohammed Odeh lors d'un attentat en 2002 –, il n'y aura aucun autre nom de prisonnier palestinien en trois semaines. Aucune femme, ni aucun enfant ne sont évoqués.

Par omission, et parce qu'ils ne sont réduits qu'à des chiffres, tous sont donc assimilés à une masse informe de terroristes en puissance. Ce qu'induisent également les « mises en perspectives » du *Parisien*, convoquant pour cela quatre sources... univoques : le fondateur du Forum Gvoura⁴, les ministres israéliens d'extrême droite vent debout contre l'accord de trêve, l'ancien directeur des services pénitentiaires israéliens et le directeur du Shin Bet (le service de

**La propagande
israélienne
continue d'aller
bon train
au Parisien.**

³. Marwan Barghouti est également mentionné mais uniquement en tant que proche d'Ahmed Barghouti : sa libération n'est pas prévue à ce stade et *Le Parisien* ne mentionne d'ailleurs même pas qu'il est membre du Conseil législatif palestinien, dirigeant du Fatah, ni qu'il est en prison depuis 2002.

⁴. Association regroupant des familles d'otages et de soldats morts à Gaza, qui manifesta contre les négociations actuelles.

sécurité intérieure israélien). « [Ce dernier] a appelé cette semaine que “82 % des 1 027 prisonniers palestiniens relâchés en 2011 [...] ont repris des activités liées au terrorisme. Tandis que 15 % d’entre eux ont planifié ou perpétré des attentats”. Le plus connu n’est autre que l’architecte des attaques du 7 Octobre, Yahya Sinouar, éliminé voilà trois mois par Tsahal. » Aucune prise de distance, ni aucun recoupement de ces données ne semblent valoir la peine : les services israéliens parlent, *Le Parisien* transcrit. *A contrario*, lorsque 46 700 morts à Gaza sont évoqués dans un article du 17 janvier, la journaliste se sent obligée de marquer son détachement – en dépit de moult études de sources tierces qui les confirment et les estiment sous-évaluées –, présentant le bilan comme « [d]es chiffres non vérifiables du ministère de la Santé du Hamas. » Sans doute la rédaction a-t-elle dûment vérifié et corroboré les précédents...

PROPAGANDE ISRAËLIENNE

De fait, la propagande israélienne continue d’aller bon train au *Parisien*. Et il n’existe pas de garde-fou : les articles sont dépourvus de toute référence aux résolutions de l’ONU concernant Gaza ; on ne compte que deux occurrences du terme « droit international », lequel n’est cité que grâce à deux interviewés⁵ ; les positions de la CIJ n’existent pas ; les multiples rapports des ONG ne sont nulle part rappelés aux lecteurs, et les termes « colonisation », « territoire occupé » ou « génocide » sont absents du corpus. Pour remplacer ce dernier, *Le Parisien* choisit d’innover avec une formule de choix : « fiasco

Nombre de qualificatifs véhiculant l’effroi sont à sens unique, réservés au 7 octobre ou au quotidien des victimes, des otages et de leurs familles depuis. Gaza et les Palestiniens en sont, quant à eux, largement privés.

humanitaire de Gaza » (19 janv.). Comme un « fiasco » médiatique, en quelque sorte.

Dans le même temps, on évoque souvent l’armée israélienne par son acronyme – 11 occurrences de « Tsahal » – et on continue d’appeler Benyamin Netanyahu « Bibi » (31 janv. et 6 févr.) ; on évite d’ailleurs de trop éreinter le Premier ministre en passant sous silence le mandat d’arrêt de la CPI émis contre lui. L’article consacré aux déclarations du président américain – selon lesquelles les Palestiniens de Gaza devraient être expulsés en Égypte et en Jordanie – n’en finit pas non plus de recourir à des euphémismes.

Le professeur d’histoire Vincent Lemire dit-il qu’« il s’agit d’un nettoyage ethnique » ? *Le Parisien* préfère parler de « déplacement ». « Trump propose de déplacer les Gazaouis » reformulait déjà le titre. « Faire le ménage » à Gaza, comme le déclare Donald Trump ? Une « rhétorique toute personnelle », juge *Le Parisien*, dont la rédaction, « pragmatique », entreprend de savoir s’il en va là d’un « scénario réalisable ». Annonce-t-il vouloir « prendre le contrôle » de Gaza ? *Le Parisien* questionne : « Tout est à jeter [dans son projet] ? » ; « La méthode Trump peut-elle faire bouger les lignes ? » Et lorsque l’historienne israélienne Fania Oz-Salzberger déclare que « “les êtres humains ne sont pas des jouets

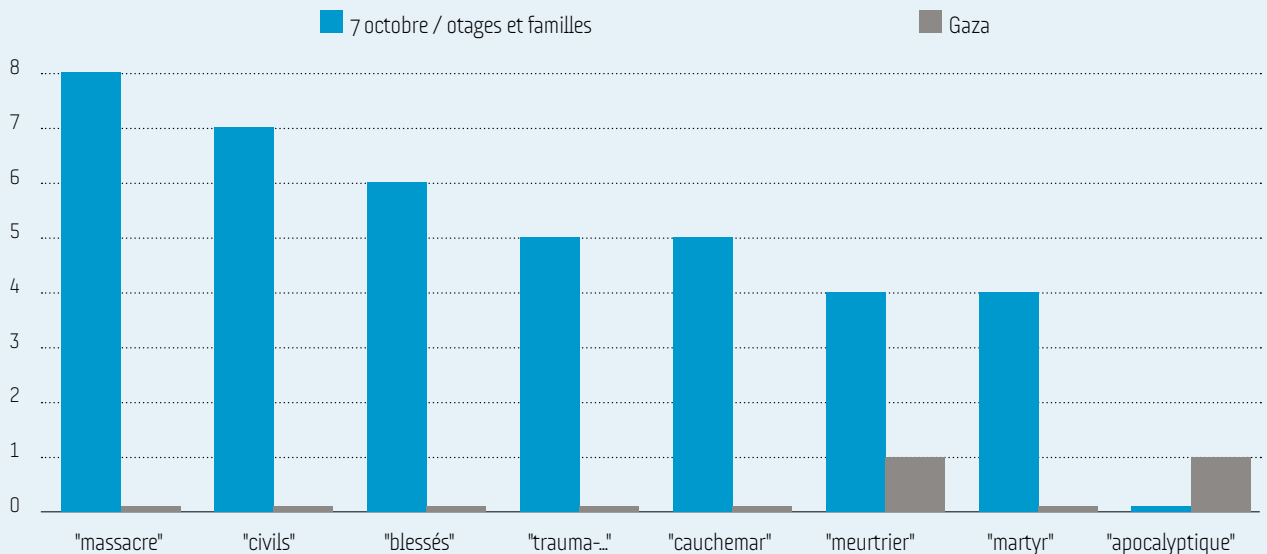
que l’on peut déplacer au gré des caprices d’un seigneur de guerre [...] [...]”, tout en jugeant possible “un déménagement temporaire par consentement” », *Le Parisien* trouve la « position nuancée ».

Les termes sont également choisis avec soin pour relayer les récits des autorités civiles et militaires israéliennes. On parle ainsi de « mainten[ir] une

5. Le professeur d’histoire Vincent Lemire (27 janv.) et l’ancien diplomate Gérard Araud (6 févr.).

6. On ne trouve que deux collocations du verbe « tuer » rapportées à l’armée israélienne, à propos de la mort de Yahya Sinouar et de trois otages, en décembre 2023.

Occurrences utilisées par la rédaction du *Parisien*
du 16 janvier au 6 février 2025



zone tampon de sécurité» à Gaza (16 janv.); on affirme à trois reprises que depuis l'annonce du « cessez-le-feu », « *Tsahal frapp[e] les positions ennemies* » (16, 20 et 25 janv.) et « *a bombardé [...] cinquante cibles dans la bande de Gaza. Preuve de la guerre inlassable de Tsahal contre l'organisation terroriste responsable des massacres du 7 Octobre.* » (17 janv.) *Le Parisien* continue d'ailleurs de consacrer cette date comme le début – et presque la fin – de l'histoire: parfois écrite à la manière d'un nom propre, « 7-Octobre », elle est mentionnée 35 fois dans les 29 articles. Le terme « massacre », utilisé à 8 reprises, lui est exclusivement associé, à l'instar du terme « meurtrier »: jamais employé pour qualifier les bombardements israéliens, ses usages renvoient aux attaques du Hamas, à une exception près. De façon plus générale, nombre de qualificatifs véhiculant l'effroi sont à sens unique, réservés au 7 octobre ou au quotidien des victimes, des otages et de leurs familles depuis. Gaza et les Palestiniens en sont, quant à eux, largement privés.

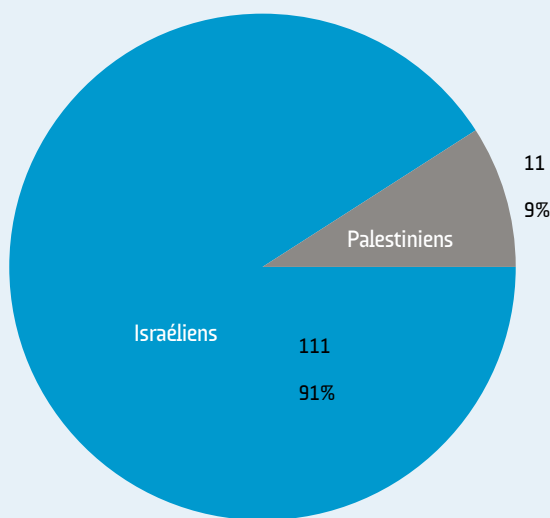
Le terme « terroriste » revient lui aussi fréquemment, 21 fois. Toutes les occurrences désignent les combattants du Hamas, dont les descriptions convoquent la monstruosité: « *L'ennemi semble ressurgir des entrailles au premier silence des armes* » (25 janv.); « *des combattants du Hamas remonteraient à la surface à la faveur de l'arrêt des coups de canon, sortant du méandre de tunnels* » (20 janv.). On ne trouve aucun champ lexical dépréciatif associé aux soldats israéliens, lesquels,

d'ailleurs, ne « tuent » jamais (ou presque⁶) dans les pages du *Parisien*. Là où les Israéliens « *ont été tués ou enlevés le jour du pogrom* » (18 janv.), là où « *117 [habitants d'un kibboutz] sont tombés sous les balles du groupe islamiste* » (25 janv.), on peut lire qu'à Gaza, « *27 personnes sont mortes* » le 15 janvier (16 janv.) ou que « *les autorités déplorent des dizaines de milliers de morts en quinze mois de conflit* » (17 janv.). Dans un cas, on parle de « *raid sanglant des terroristes islamistes dans le sud d'Israël* » (16 janv.); dans l'autre, de « *quinze mois d'un conflit armé meurtrier* » (16 janv.) ou de « *quinze mois de guerre [qui] ont aussi causé des problèmes d'accès à l'eau et à la nourriture* » (17 janv.). Alors que depuis plus d'un an, ONG et instances internationales documentent les bombardements délibérés sur les infrastructures et décrivent la famine comme une arme et un crime de guerre, les journalistes mobilisent toutes les tournures possibles et imaginables pour déresponsabiliser les autorités civiles et militaires israéliennes, légitimant de fait le génocide de la population palestinienne, dont les victimes, en majorité, sont des femmes et des enfants.

PALESTINIENS: LA DÉSHUMANISATION SOUS TOUTES SES FORMES

Le 17 janvier, il faut attendre la dernière page (sur quatre) du dossier pour lire un premier encart de 510 mots sur les Palestiniens de Gaza, lesquels

Évocation de liens de parentés et amicaux dans *Le Parisien*
du 16 janvier au 6 février 2025



Bien d'autres indicateurs permettent de mesurer cette (dés)humanisation à sens unique. Les liens de parenté par exemple, dont sont encore déposés les Palestiniens, qui ne sont presque jamais des « mères » ou des « pères », des « filles » ou des « fils », des « grands-parents », des « enfants » ou des « proches », etc.⁸ Là encore, la disproportion donne toute sa mesure puisque dans 91 % des cas, l'évocation de ces liens concerne des Israéliens.

Sans voix, sans nom, sans famille, sans âge, les Palestiniens sont aussi invisibles car sans visage. Il est en effet intéressant de constater que les termes « visage » (13 occurrences), « image » (9), « photo » (7), « regard » (3) ou « portrait » (2) renvoient systématiquement à des descriptions d'enfants, de femmes et d'hommes israéliens, charriant émotions et compassion :

– Leurs portraits – entourés de peluches et de jouets – captent d'emblée l'attention: ceux de Kfir et Ariel Bibas, les deux plus jeunes otages retenus par le Hamas depuis 470 jours. (18 janv.)

– Leurs petits-enfants, Kfir et Ariel Bibas, sont devenus le visage poupon du calvaire d'Israël. Les deux bambins roux ont alors 9 mois et 4 ans. (25 janv.)

– Les caméras postées sur la célèbre place des Otages, à Tel-Aviv, captent des visages fermés, mutiques, sidérés par ce qu'ils découvrent. (26 janv.)

– Elles affichent des visages souriants, pour la plupart juvéniles et des prénoms: Doron, Emily, Ziv, Gali et Keith (le seul sexagénaire). (20 janv.)

– « Pourquoi suis-je encore là ? Pourquoi je reste si longtemps ? » Le regard de Nevenka Gritz se perd quelques instants à sa fenêtre. Elle a 88 ans et le deuil voile un quart de son existence. (2 févr.)

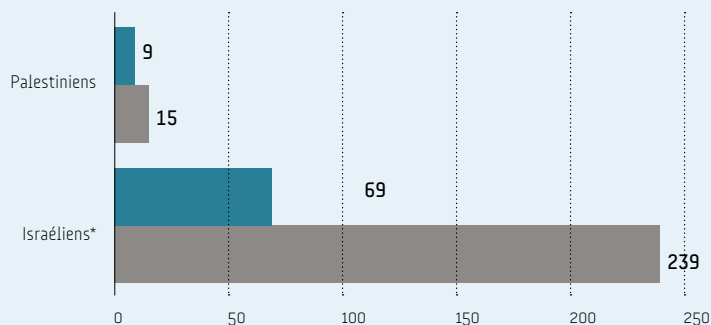
– Au mur, un grand cadre rassemble les photos d'une jeune femme rayonnante. Bar, la fille de Meir et Katya, dansait au festival Nova le 7 octobre 2023. [...] Les terroristes l'abattent. Bar aura 23 ans pour toujours. (26 janv.)

– Les prisonnières sont « mortes de peur ». Une image, dans la soirée, frappe l'opinion. Quand elle enlace ses proches, Emily Damari dévoile une main bandée. (25 janv.)

Au fil des articles, on ne trouve aucun tableau humain similaire s'agissant des Palestiniens. S'il leur arrive souvent de décrire des images (télévisées ou autres) figurant otages et citoyens israéliens, les journalistes n'ont même pas pris la peine d'en faire de même avec les (nombreuses) photos et vidéos postées sur les réseaux sociaux par les Palestiniens. Seules quelques phrases de description portent sur les libérations d'otages à Gaza et au soir de l'annonce du cessez-le-feu. Les Palestiniens sont alors des bruits – « La soirée de mercredi a été marquée par des scènes de liesse partout dans l'enclave » (17 janv.) – ou des « terroristes » en puissance : « À l'écran, des 4 x 4 blancs parfaitement rangés renferment les captives. Une foule chaotique acclame les combattants ennemis dans la ville de Gaza. » (26 janv.)

Le projecteur est 100 % braqué sur les souffrances israéliennes, tant individuelles que collectives. Des articles font état de leurs blessures physiques et morales – aucune occurrence des termes « blessé » ou « blessure » n'existe côté palestinien –, analysent le stress post-traumatique des otages, le « cruel ascenseur émotionnel » (16 janv.) et l'« année de deuil » (18 janv.) de

Nommer: le double standard du *Parisien*
du 16 janvier au 6 février 2025



* Hors responsables politiques et militaires; hors "experts" et universitaires.

■ Noms cités ■ Nombre d'occurrences

leurs proches, toutes et tous membres d'une « société éprouvée » ayant traversé un « cauchemar collectif sans précédent » (16 janv.). Le problème n'est évidemment pas l'existence de ces mots, et encore moins de ces récits, mais leur absence quasi systématique s'agissant des Palestiniens, avec lesquels aucune proximité n'est possible, déshumanisés en tant qu'individus et en tant que peuple. Du reste, les dés étaient pipés à la seule lecture des titres des 19 articles dédiés surtout aux uns, très peu aux autres...

UNES: LES MIROIRS GROSSISSANTS

Dans notre premier article⁹ consacré au flagrant déséquilibre des Unes du *Parisien*, nous espérions que « les pages intérieures atténuent [leurs] grossiers angles morts ». Un an plus tard, on voit qu'il n'en est rien... et l'espoir est éteint. L'occasion de boucler la boucle en prolongeant, pour finir, le bilan depuis le 7 octobre 2023. De cette date jusqu'au 6 février 2025, sur les 559 Unes du

Sans voix, sans nom, sans famille, sans âge, les Palestiniens sont aussi invisibles car sans visage.

Parisien, 65 évoquent la situation au Proche-Orient, en gros-titre ou en manchette.

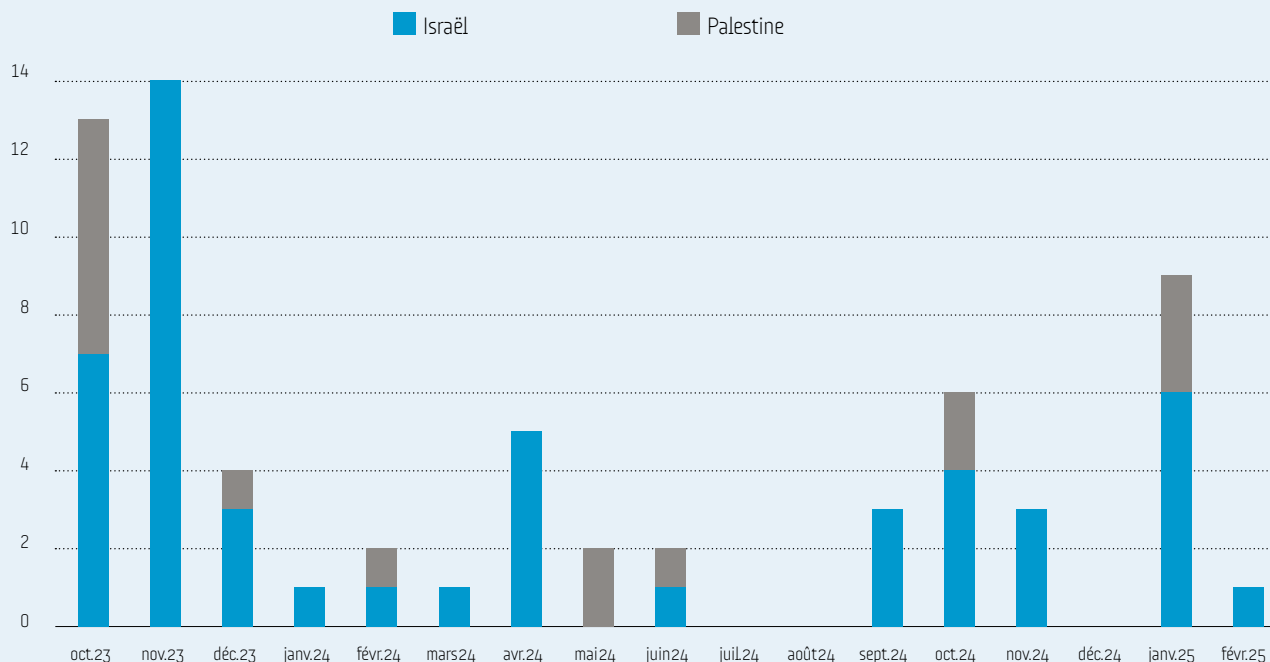
Depuis le 8 septembre 2024, date de notre dernier recensement, gros-titres et manchettes confondus, 15 traitent explicitement d'Israël, des Israéliens et de la communauté juive tandis que 5 évoquent Gaza. Dans le premier cas, quatre invitent à la compassion avec les otages, deux portent sur les souffrances de la population israélienne et des Juifs en France, deux sur le cessez-le-feu – que nous avons comptabilisées également pour Gaza –, trois sur la guerre au Liban, deux sur les relations avec l'Iran, deux sur le match de football

France-Israël. Sur les cinq couvertures du *Parisien* où apparaît Gaza, seules deux figurent des Palestiniens. Sur la première (16 janv.), une image de rassemblement joyeux côté palestinien à Deir al-Balah (Gaza), jouxtée d'une photo figurant des Israéliens réunis à Tel-Aviv, titrée « L'espoir », en lettres capitales.

	Israël	Gaza
16 janv.	« Les ailes de la liberté ». Comment Israël prépare le retour des siens	
17 janv.	À Tel-Aviv, le déchirement des familles d'otages « Même si l'accord n'est pas bon, il faut le prendre » Otages. Quel sera leur suivi médical ?	Gaza. La joie n'efface pas les craintes et la douleur
18 janv.	Kfir Bibas, le visage qui hante Israël	
19 janv.	Israël partagé entre la joie de retrouver les otages et le prix à payer Soutien. Un millier de personnes au Trocadéro	
20 janv.	Sorties de l'enfer Délivrance. La libération de Doron et Emily vécue comme un « miracle » dans leur kibboutz martyr	Ruines. Le terrible retour des Palestiniens déplacés
25 janv.	En Israël, le plus dur commence Témoignages. Le récit murmuré des revenantes de Gaza	
26 janv.	Retour des otages et amertume	
28 janv.	Nouvelles libérations à Gaza	
1 févr.	Le Franco-Israélien Ofer Kalderon doit être libéré ce samedi Le déchirant retour du père Bibas sans les siens	
2 févr.	Trois otages libérés « Je lui pardonne »	

Israël-Palestine en Une du *Parisien* (gros-titres et manchettes)

du 8 octobre 2023 au 6 février 2025



La deuxième (13 oct. 2024) met en valeur un prêtre de Gaza. Sur la photo, il sourit, assis devant des ruines et quelques habitants en arrière-plan. Avec ce titre: «Le curé de Gaza: “Le pape m’appelle tous les soirs”». Cette Une est la seule recensée qui laisse imaginer la souffrance des Gazaouis... chrétiens. Sur la troisième Une ne figure qu’un bandeau annonçant la mort du chef du Hamas, puis une manchette sur la déclaration de Donald Trump (avec sa photo) et enfin, la couverture commune sur «les coulisses du cessez-le-feu». En photo, un bombardement à Gaza. Pas de Palestinien, pas de souffrance, pas d’humanisation.

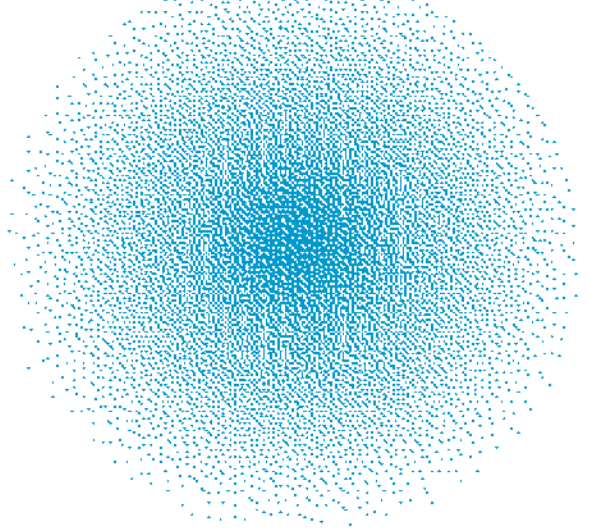
Rien d’autre. Pourtant, depuis notre dernier recensement, nombre d’événements auraient mérité la Une, depuis les mandats d’arrêt de la CPI jusqu’aux centaines de milliers d’écoliers et étudiants privés de rentrée scolaire pour la deuxième année consécutive, en passant par le plan des généraux de

septembre visant à «nettoyer» le nord de Gaza, baptisé «Opération ordre et nettoyage» et surnommé «famine et extermination»¹⁰. *Le Parisien* aurait pu faire sa Une sur l’exode forcé de milliers de familles dans le dénuement le plus total, sur l’arrestation arbitraire, images à l’appui, de centaines de personnes à l’hôpital Kamal Adwan, puis sa destruction, sans oublier l’enlèvement spectaculaire de son directeur, le docteur Hossam Abou Safiya, devenu depuis une légende de la résistance pacifique palestinienne partout dans le monde... Et ce n’est qu’un petit échantillon.

Depuis le 7 octobre 2023 et à date du 24 février 2025, le site internet du quotidien distingue 55 «Reportages sur la guerre Israël-Hamas» parmi ses productions... et seuls 15 articles portent sur les Palestiniens. Où que l’on regarde, *Le Parisien* ne s’embarrasse d’aucune forme. Il choisit définitivement un camp et donne à voir, en permanence, une ligne hiérarchisant les vies humaines et les souffrances. ■

9. «Désinformation par omission», *Médiacritiques* n°49, janv.-mars 2024, p. 18.

10. Meron Rapoport, «A plan to liquidate northern Gaza is gaining steam», +972 Magazine, 17 sept. 2024.



CISJORDANIE, GRANDE OUBLIÉE DES MÉDIAS

L'information en discontinu.

À la mi-janvier, les raids et les bombardements de l'armée israélienne à Jénine, notamment, ont replacé temporairement la Cisjordanie sous les feux médiatiques après des semaines, sinon des mois de quasi-silence. Il en va ainsi depuis le 7 octobre 2023 (et bien avant): de coups de projecteurs en trous noirs, l'information se fabrique au rabais et la dépolitisation prospère.

Dans de nombreux médias, l'information sur les territoires palestiniens occupés est encodée selon le système binaire, ce langage à deux valeurs: 0 et 1. 0: «rien»; 1: «violences». Citant le *Jerusalem Post*, *Courrier International* nous apprend ainsi le 22 janvier qu'«avec le cessez-le-feu dans la bande de Gaza, “un calme jamais vu depuis le 7 octobre 2023” règne en Israël [...]. C'est également le cas dans l'enclave palestinienne; mais pas en Cisjordanie où, depuis quelques jours, “la tension monte à nouveau”». Quelles coordonnées de terrain justifient-elles que l'on parle de «calme» à Gaza ou de «calme» en Israël, *a fortiori* si l'on adopte le point de vue des familles d'otages ou des Palestiniens qui y sont emprisonnés, discriminés et réprimés? Mystère... Et sauf à ne pas envisager l'occupation militaire de la Cisjordanie comme un cadre générant structurellement de la violence, comment considérer la «tension»

comme une donnée conjoncturelle qui ne surgirait que «depuis quelques jours» seulement? Et boule de gomme. Du reste, le titre de *Courrier International* annonçait clairement la couleur: «Après le cessez-le-feu à Gaza, la Cisjordanie entre en ébullition». Subitement... en ce 22 janvier.

DES «REGAINS DE VIOLENCE» AU «NOUVEAU FRONT»

Mêlant le présentisme à la dépolitisation, cette «hyper-événementialisation» médiatique n'en est pas moins largement répandue. Si l'ampleur et l'intensité des attaques israéliennes depuis la mi-janvier marquent bel et bien une rupture – selon l'ONU, au 10 février, 40 000 Palestiniens avaient déjà été expulsés des camps de Jénine, Tulkarem, Nour Shams et El Far'a¹ –, un suivi (même partiel) de la situation en Cisjordanie depuis le 7 octobre 2023 devrait exclure tout cadrage de l'information à base de «rebonds» ou de «regains» des «tensions».

De même, le traitement journalistique consistant à cloisonner les offensives militaires israéliennes en affirmant que ces dernières – qui n'ont nullement pris «fin» avec le «cessez-le-feu» – se déplaceraient «désormais» en Cisjordanie – laquelle aurait été

épargnée auparavant – recouvre un biais majeur: comme s'il n'en allait pas d'une seule et même guerre d'anéantissement contre l'ensemble des Palestiniens et de leurs organisations, où qu'ils et elles se situent. Comme nous l'écrivions il y a un an¹, ce cadrage dominant entretient une dilution, voire une disparition de la question nationale palestinienne et accompagne, consciemment ou non, la rhétorique et la politique israéliennes visant à séparer le sort de Gaza de celui de la Cisjordanie et des Palestiniens d'Israël.

Car le cas de *Courrier international* est loin d'être isolé. «Après Gaza, la Cisjordanie dans le collimateur de l'armée israélienne», peut-on lire par exemple aux *Échos* (6 févr.); «Opération "Mur de fer": "Après Gaza, la Cisjordanie dans la ligne de mire d'Israël?"» interroge France 24 (22 janv.), qui se distingue pourtant régulièrement par des émissions et reportages de très bonne facture. Au *Figaro* (23 janv.), on apprend que «depuis dimanche dernier [...], le front semble s'être déplacé dans ce territoire palestinien»... «militairement occupé par Israël depuis 1967», l'auteur n'y voyant, de toute évidence, aucun paradoxe. Même esprit sur France Inter, où Pierre Haski parle d'une «guerre [qui] se déplace en Cisjordanie» (22 janv.). «C'est vrai que depuis l'entrée en vigueur de la trêve dans la bande de Gaza, on a comme l'impression que le front s'est déplacé en Cisjordanie», paraphrase quelques jours plus tard un présentateur sur RFI (27 janv.). «C'est une sorte de second front, ouvert par l'armée israélienne après celui de Gaza», avance également le 20h de France 2 (24 janv.), qui informait pourtant de la dite «ouverture» de ce «front»... dès décembre 2023, et indiquait, en août 2024, qu'Israël y «poursuivait son opération militaire».

En dehors d'Arte, on constate que la Cisjordanie est restée hors-champ des JT pendant des mois entiers, parfois plusieurs consécutifs.

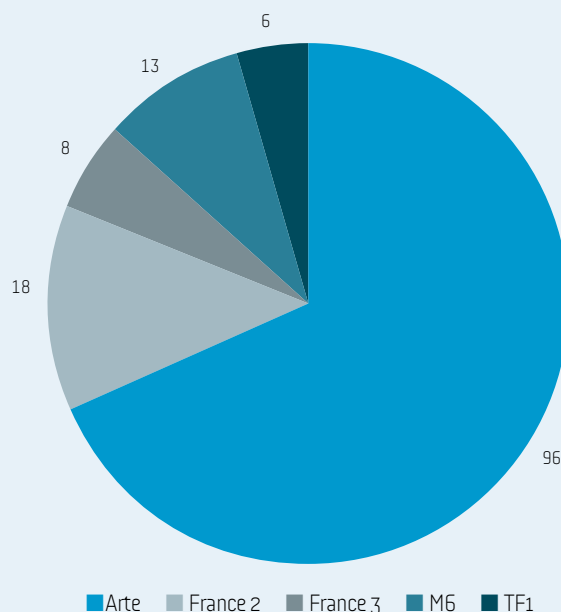
«Cisjordanie, le nouveau front» titre même *Le Parisien* (23 janv.), dont l'envoyé spécial Robin Korda, fidèle à la ligne résolument pro-israélienne du quotidien, réussit l'exploit de signer un «reportage» dans l'ouest de la Cisjordanie... embarqué avec des colons, sans qu'un seul Palestinien soit cité. La veille, *Le Parisien* se demandait si la Cisjordanie serait «la prochaine cible des volontés expansionnistes de l'extrême droite israélienne» (22 janv.) et répondait, décidément fort clairvoyant et bien informé, à sa propre question: «Pas si sûr.»

Ce lexique et ces formulations biaisées sont d'autant plus regrettables que certains des médias cités plus haut ne font pas nécessairement l'économie d'informations utiles pour contextualiser la situation, telles que le nombre de Palestiniens tués en Cisjordanie depuis octobre 2023, par des colons ou par l'armée israélienne. Cette titraille, qui véhicule des visions biaisées et partiales du conflit, témoigne donc surtout d'une information au rabais, écrite à la va-vite. «Tout empire depuis le 7 octobre et tout le monde le sait, avance Jean Stern auprès d'Acridem, auteur de nombreux reportages en Cisjordanie. On ne peut pas faire semblant que ça n'existe pas puisqu'en Cisjordanie, pour qui veut, on a quand même beaucoup de sources d'informations, ne serait-ce que par la lecture du Haaretz avec les papiers d'Amira Haas mais aussi les dépêches de l'AFP, tout simplement.» Une information que les journalistes pourraient en outre facilement corroborer depuis leurs bureaux parisiens, notamment en se reportant aux rapports de l'ONU, d'ONG partout dans le monde, mais surtout aux bilans hebdomadaires de l'OCHA et à ses tableaux mensuels: au 31 décembre 2024, plusieurs semaines avant l'offensive israélienne baptisée «Mur d'acier», l'organisme faisait état de 806 Palestiniens tués en Cisjordanie depuis le 7 octobre 2023; 863 selon le rapport paru un mois plus tard, entre autres exactions.

1. Lire «Opération "Mur d'acier": Israël lance l'annexion de la Cisjordanie dans un silence politique assourdissant», *L'Humanité*, 26 févr.

2. *Médiacritiques* n°49, janv.-mars 2024.

“Cisjordanie” dans les journaux télévisés du soir
janvier-décembre 2024



Parallèlement, des reportages de qualité paraissent dans la presse quotidienne nationale – notamment au *Monde* et dans *Libération*. Sans surprise, ces derniers sont pour la plupart l’œuvre de correspondants présents sur le terrain. Si le critère ne fait pas foi en toute circonstance, comme on l’a vu dans le cas du *Parisien*, il garantit néanmoins dans ces journaux une approche bien moins court-termiste...

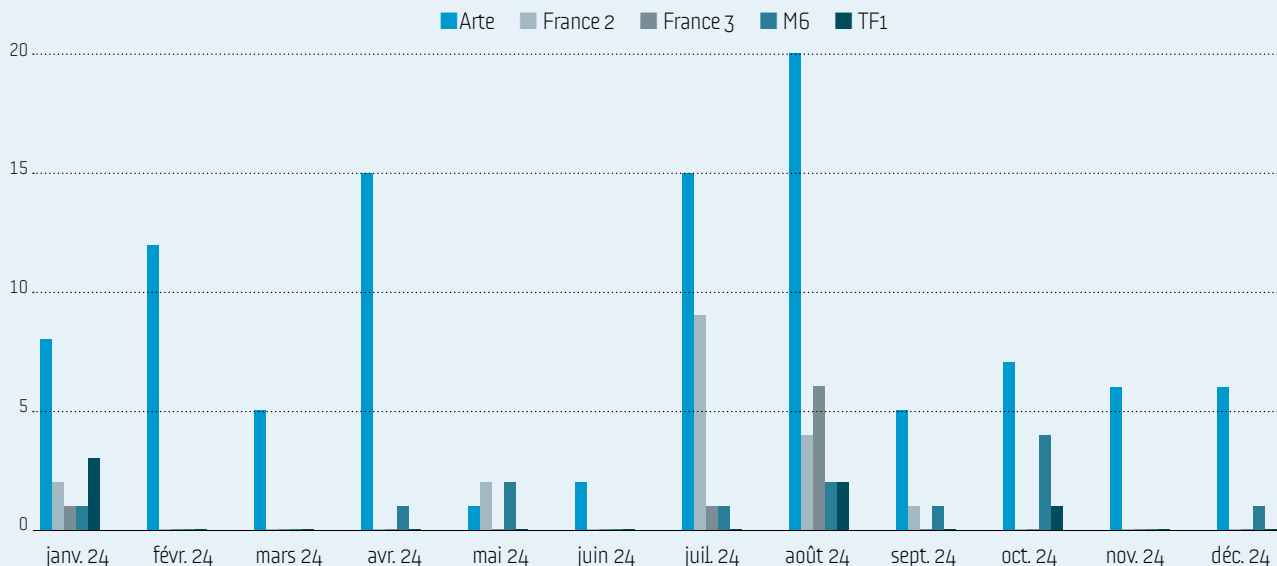
et nettement moins dépolitisée : le 22 janvier par exemple, *Libération* témoigne à la fois d’une invasion particulièrement meurtrière à Jénine – « *C’est beaucoup, c’est plus que d’habitude* » – tout en rappelant aux lecteurs que les raids de l’armée israélienne, notamment dans le camp de réfugiés, « *sont, ces trois dernières années, quasi quotidiens*. » De toute évidence, la « guerre » ne s’est donc pas subitement « déplacée » en Cisjordanie en janvier 2025...

AUDIOVISUEL : LE DÉSERT INFORMATIONNEL

Sans un suivi réel, régulier et approfondi des dynamiques sur le terrain, pas d’information fiable. Ce n’était pas le cas avant le 7 octobre 2023, c’est très loin d’être le cas depuis... Les outils de l’INA permettent de mesurer l’ampleur de cette désertion informationnelle, en particulier dans la plupart des journaux télévisés du soir : sur toute l’année 2024, on ne compte par exemple que 18 occurrences du terme « Cisjordanie » au 20h de France 2. 13 dans le journal de M6. Le chiffre tombe même à 8 et 6 occurrences dans les journaux de France 3 et TF1. Arte relève quelque peu le niveau : 98 occurrences sur une année, deux fois plus que les quatre autres médias réunis...

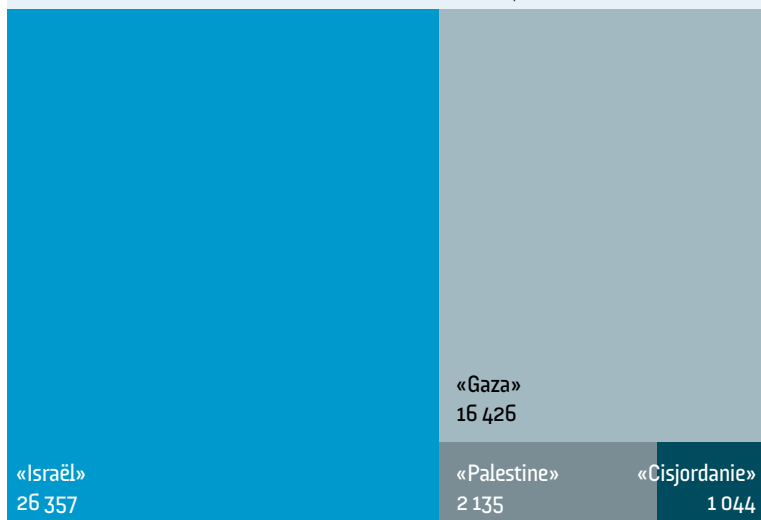
Le constat s’aggrave quand on se penche sur la répartition chronologique des occurrences en question.

“Cisjordanie” dans les journaux télévisés du soir
janvier-décembre 2024



L'invisible Cisjordanie dans les matinales radio en 2024

France Info, France Inter, France Culture, RTL, Europe 1, RMC, Sud Radio



En dehors d'Arte, on constate ainsi que la Cisjordanie est restée hors-champ des JT pendant des mois entiers, parfois plusieurs consécutifs: sur France 2 ce sont, à deux reprises, trois mois sans information (février-avril; octobre-décembre), et sur TF1 six mois de trou noir ininterrompu (février-août). On parle là, rappelons-le, des deux journaux télévisés les plus regardés en France, rassemblant des millions de téléspectateurs chaque soir. Sans surprise, les périodes couvertes par les cinq médias réunis coïncident avec des raids israéliens de grande ampleur, notamment à Jénine et Tulkarem en août 2024. Quant au mois de janvier, l'information a surtout porté sur l'offensive militaire de l'armée israélienne dans un hôpital de Jénine. «*L'incroyable opération commando d'Israël*» titrait à l'époque une émission de David Pujadas sur LCI, tandis que le site du groupe TF1/LCI reproduisait une dépêche AFP qui présentait les événements sur un plan fictionnel, «*comme dans la série "Fauda"*»³ (30 janv.)...

Pis: le nombre d'occurrences – soit à chaque fois qu'un terme est mentionné verbalement dans un JT selon la notice méthodologique de l'INA – ne correspond pas nécessairement au nombre de reportages. Nous avons par exemple retrouvé la trace des productions du 20h de France 2 associées aux 18 occurrences recensées par l'INA sur l'année 2024. Résultat? Seulement cinq reportages. Un paru en janvier, deux en juillet et les deux derniers en août 2024⁴. 11 minutes et 37 secondes au total.

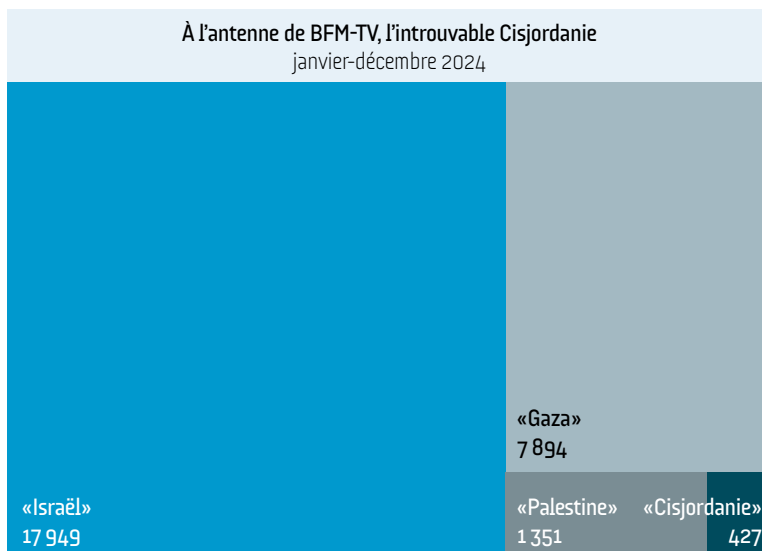
Inévitablement, une couverture aussi discontinue ne peut être que partielle et mentionner des offensives israéliennes dans telle ou telle localité, sans

que leurs conséquences à court et moyen termes ne fassent l'objet du moindre suivi. Exemple édifiant: le 30 janvier, le site internet du groupe TF1/LCI met un terme à un «direct» en Cisjordanie, entamé quatre jours auparavant, quelques minutes seulement après avoir fait état d'une attaque de drones israéliens dans le nord de la Cisjordanie et d'un bilan humain «*revu à la hausse*». Traduisons: Israël attaque, des Palestiniens meurent... et l'information s'arrête.

Le bilan des matinales radio – soit la tranche comprise entre 6h et 10h du matin pour l'INA – est tout aussi précaire. Pour s'en faire une représentation plus concrète, nous avons privilégié une comparaison de la surface médiatique des termes «Cisjordanie», «Gaza», «Palestine» et «Israël».

Le cas des radios privées est particulièrement frappant: en 2024, l'INA ne répertorie que 58 occurrences du terme «Cisjordanie» dans les matinales d'Europe 1, 51 sur RTL et 48 sur RMC⁵. Les proportions sont relativement équivalentes sur les chaînes d'information en continu, dont l'INA répertorie les contenus de manière plus exhaustive, entre 6h du matin et minuit. On mesure, par exemple, la place totalement résiduelle qu'occupe l'information sur la Cisjordanie à l'antenne de BFM-TV.

3. En référence à la série Netflix portant sur une unité de forces spéciales de l'armée israélienne.



«IL N'Y A AUCUNE ENVIE D'APPROFONDIR LE TERRAIN»

«Du point de vue de nombreuses directions de médias, il n'y a aucune envie d'approfondir le terrain, constate Jean Stern. Quand je suis allé à Naplouse au printemps 2024, j'étais le premier journaliste occidental que voyaient mes interlocuteurs depuis octobre 2023! Naplouse, c'est à 45 minutes de Jérusalem... Le discours israélien, structuré, construit, les éblouit et ils ont l'impression que les violences débarquent d'un coup... Smotrich [le ministre israélien des Finances, NDLR] a dit en janvier qu'il fallait réduire Jénine et Naplouse à "l'état de ruines". On parle de villes de 100 000 et 200 000 habitants. Mais ces gens-là n'existent pas. On ne veut pas les voir.»

Une seule illustration, à l'antenne de BFM-TV le 2 février 2025. Alors que le présentateur Sami Sfaxi introduit un sujet sur la ville de Jénine, bombardée par Israël, il déclare: «On part au Proche-Orient à présent puisque l'armée israélienne mène une opération en Cisjordanie occupée. [...] On vous retrouve justement sur place Clémence Dibout, vous êtes à Tel-Aviv pour BFM-TV.» Un abus de langage pour le moins significatif: la «grand reporter» n'est pas «sur place», mais en Israël, à plus de 100 kilomètres de Jénine, un lieu pourtant accessible aux journalistes, comme le reste de la Cisjordanie, contrairement à la bande de Gaza sous blocus israélien. Il n'est par conséquent pas étonnant que le direct qui s'ensuit soit une information sans chair, articulée autour des sources les plus influentes et les plus accessibles... «sur place»⁴: «Dans son communiqué de presse, l'armée israélienne a expliqué qu'elle visait des infrastructures terroristes avec un risque d'attaque imminente, provoquant dans la ville de Jénine d'immenses fumées noires qu'on a pu apercevoir au loin.»

“Le discours israélien, structuré, construit, les éblouit et ils ont l'impression que les violences débarquent d'un coup.”

Jean Stern

Un «aperçu au loin»: voilà à quoi se résume l'information sur la Cisjordanie à la télévision. Dans un article de La Revue des médias de l'INA⁷, l'ancien directeur de la rédaction de BFM-TV, Philippe Corbé, donnait lui aussi, à son insu, un aperçu des coulisses de cette désertion journalistique: au lendemain du

7 octobre 2023, expliquait-il, «on tente d'envoyer 18 personnes sur place en renfort des correspondants sollicités. [...] [Puis] on a réduit progressivement le nombre de journalistes que l'on a sur place». Et l'INA de donner la réalité des prix: «Début septembre 2024, avant les bombardements israéliens au Liban, BFM-TV n'avait plus d'équipe en permanence sur place et optait, en cas de besoin, pour l'envoi de journalistes à Tel-Aviv (quatre heures d'avion) en renfort de son correspondant et des images d'agences.» BFM-TV, «première chaîne d'info de France» autoproclamée, ne disposait donc d'aucun journaliste permanent en Cisjordanie.

Un phénomène structurel, selon Jean Stern: «La couverture de la Cisjordanie a été principalement déléguée à des pigistes. Et compte tenu de leur précarité, professionnelle, économique, c'est devenu de plus en plus difficile pour eux car de plus en plus cher. Les fixeurs prennent davantage de risques donc demandent plus d'argent, l'assurance personnelle que tu dois prendre et que les journaux ne couvrent pas quand tu es pigiste coûte plus cher, etc.» Et de poursuivre:

Jean Stern: Des journaux aussi importants que Libération et Les Échos n'ont plus de correspondants permanents en Israël/Palestine. Libération a rappelé le sien à Paris début 2023, remplacé par des pigistes. Idem aux Échos, dont la correspondante permanente est partie au premier semestre 2023, remplacée elle aussi par un pigiste. Ça ne veut pas dire que leur couverture est mauvaise. Ça veut dire qu'en tout cas, aujourd'hui, ces journaux ne considèrent pas important d'avoir là-bas des correspondants

4. Pour le reste, ce sont des brèves en plateau, rapportant notamment une «opération antiterroriste» de l'armée israélienne à Jénine (29 août et 1^{er} sept.). Nous ne trouvons aucune correspondance aux deux occurrences répertoriées par l'INA au mois de mai 2024.

5. À titre de comparaison, on dénombre 4 030 occurrences du terme «Israël» en un an sur Europe 1, 2 708 sur RTL et 2 234 sur RMC.

6. La journaliste mobilise des sources palestiniennes en deux mots, uniquement pour indiquer un décompte des destructions et des morts.

7. «Israël-Hamas: un an après l'attaque du 7 octobre, que retenir de la médiatisation du conflit?», La Revue des médias, 7 oct. 2024.

8. Lire par exemple «Elnet, un agent d'influence pro-Israël au cœur du Parlement», Mediapart, 29 déc. 2024.

ISRAËL, PALESTINE ET LES MÉDIAS



permanents. Or, compte tenu notamment du fait que Trump s'assoit sur le « cessez-le-feu » qu'il a lui-même exigé, l'actualité palestinienne va continuer à être très importante. Pour les ministres d'extrême droite et Netanyahu qui les soutient, ce qui est au programme 2025, c'est l'annexion de la Cisjordanie.

Pour le journaliste, la méconnaissance du terrain a également à voir avec le profil des envoyés spéciaux dépêchés par les médias depuis un an et demi, « d'une autre génération que ceux qui ont couvert les Intifadas, lesquels ont aujourd'hui 60, 65 ans. Certains ont déjà des expériences de terrains de conflits, mais ils ne connaissent pas nécessairement celui-ci. Les envoyés spéciaux, que j'appelle parfois "les bourrins" de manière un peu péjorative, débarquent en Cisjordanie comme ils débarquent aujourd'hui à Épinay-sur-Orge pour couvrir le meurtre d'une pauvre petite enfant. » Mises bout à bout, ces conditions de production de l'information expliquent, notamment à la télévision, la carence de « reportages authentiques, c'est-à-dire non filmés par l'AFP, Reuters, ou AP – d'ailleurs souvent réalisés par des journalistes palestiniens –, dont les bureaux locaux sont toujours très présents en Cisjordanie, notamment à Jérusalem et à Ramallah. Ces

trois médias ont une couverture minimum, on va dire, de l'actualité en Cisjordanie, ne serait-ce que parce qu'ils ont beaucoup de clients dans le monde arabe. » Jean Stern insiste enfin sur l'inertie des directions éditoriales et sur le profond décalage entre les rédactions en chef et les journalistes de terrain :

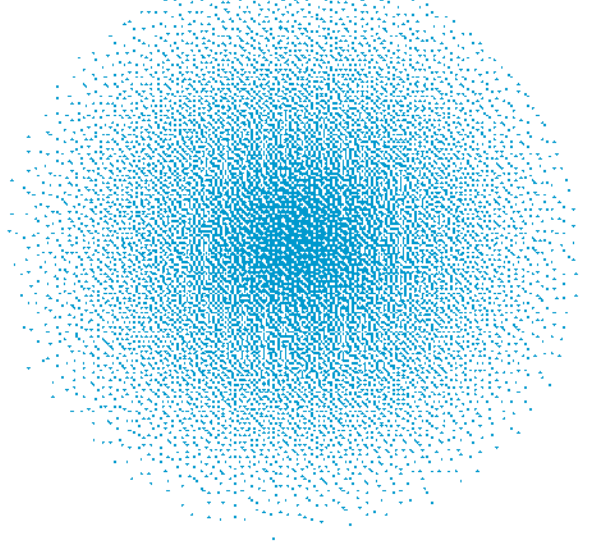
Jean Stern : Les rédactions en chef parisiennes, et notamment celles de l'audiovisuel, sont remplies de gens qui ont été invités en Israël dans le cadre de voyages de promotion. Jusqu'en 2020, les bureaux français de l'American Jewish Committee et d'Elnet⁸ invitaient entre 20 et 40 journalistes français chaque année à des « voyages découverte » : la vie nocturne à Tel-Aviv, la « start-up nation », un tour en hélicoptère de l'armée au-dessus du Néguev, non loin de Gaza, pour rigoler, deux ou trois entretiens politiques avec des personnalités du gouvernement à Jérusalem ou Tel-Aviv... et la boucle était bouclée. Des confrères de tous les secteurs étaient concernés, à la télévision, beaucoup, mais aussi

à la radio, à L'Express et Libé, dans la PQR, la presse professionnelle et magazine. Les journalistes en sortaient avec trois idées majeures : Israël est la seule démocratie du Proche-Orient et un modèle économique sur le terrain de l'innovation ; le côté « sea, sex and fun » ; et aussi, la lutte contre un monde arabo-musulman menaçant qu'il s'agirait de contenir. Dans ce type de voyages, le mieux que pouvaient obtenir ces journalistes, et encore pas toujours, c'était éventuellement un tour à Ramallah

pour rencontrer un officiel de l'Autorité palestinienne à la solde du gouvernement israélien, au sens propre du terme puisque dépendant d'un système de corruption totalement avalisé par Israël. Ces rédacteurs en chef-là, quand un journaliste de terrain leur dit : « C'est terrible ce qui se passe à Jénine, à Naplouse ou dans le sud », ils répondent : « Bah on sait déjà. On connaît. » En vérité ils n'y connaissent rien. Ils n'y sont jamais allés. Mais ils ont acté que l'histoire s'était arrêtée en Cisjordanie.

Laquelle, dans les grands médias, (re)commence donc perpétuellement de zéro, à chaque « nouvelle escalade des tensions » ou « nouvelle flambée de violence », selon les formules consacrées... (RTL et Le Figaro, 23 janv.) ■

Un « aperçu au loin » : voilà à quoi se résume l'information sur la Cisjordanie à la télévision.



DÉBÂCLES À FRANCEINFO

ACTE I

1. Le SNJ et le SNJ-CGT y sont aussi allés de leur communiqué (27 janv.). Pour un retour sur l'affaire, lire « "Otages palestiniens" sur france info: la coquille devenue geste politique », Arrêt sur images, 29 janv.

2. « Quand le journalisme politique touche le fond », *Médiacritiques* n°51, juil.-sept. 2024, p. 18.

3. « Acharnement médiatique contre Rima Hassan », *Acrimed*, 31 mai 2024.

4. « Palestine et mobilisations étudiantes: calomnies médiatiques en série », *Médiacritiques* n°51, juil.-sept. 2024, p. 22.

5. « France TV: une déontologie à géométrie variable », *Blast*, 26 juin 2024.

6. « De l'auto-aveuglement de la médiatrice de Radio France », *Médiacritiques* n°52, oct.-déc. 2024, p. 35.

Le 25 janvier, alors qu'une journaliste annonce sur Franceinfo un sujet à venir consacré aux suites de l'accord de « cessez-le-feu » entre le Hamas et l'État d'Israël, le titre suivant apparaît à l'écran: « 200 otages palestiniens retrouvent la liberté ». Instantanément, une capture d'écran est mise en circulation sur les réseaux sociaux et est l'objet d'indignations. Celle de la députée macroniste Caroline Yadan par exemple, interpellant dans un même message l'Arcom et la ministre de la Culture, Rachida Dati:

Ce bandeau de [Franceinfo] n'est pas seulement indécent, il est une injure à ce qui fait notre humanité. Abject et INACCEPTABLE. Je saisis l'Arcom et entend qu'une sanction exemplaire soit prononcée.

La directrice de la communication de France Télévisions, Muriel Attal, la rassure une heure plus tard sur X, dans un message assorti d'un « emoji » cœur: « On a immédiatement réagi Caroline. La direction de l'info et [France Télévisions] ont été des lucky luke: »). Ce post suivait effectivement de quelques minutes un communiqué d'excuses de la chaîne sur X:

À la suite d'une erreur inadmissible, un titre totalement inapproprié concernant la situation au Proche-Orient a été brièvement diffusé dans un de nos journaux sur franceinfo canal 27. Le

responsable a été suspendu. Nous présentons toutes nos excuses aux téléspectateurs.

« *Dont acte* », se félicite Caroline Yadan, non sans en appeler à durcir la répression: « *Le responsable devra être sévèrement sanctionné.* » Le dernier acte (ou presque*) de ce fiasco survient avec l'intervention de la SDJ de Franceinfo, qui publie le lendemain un communiqué engageant la rédaction (X, 26 janv.):

Ce samedi, un titre inexact a été diffusé brièvement sur notre antenne, indiquant la libération de « 200 otages » au lieu de « 200 détenus » dans le cadre d'un échange entre 4 otages israéliennes et 200 prisonniers palestiniens. Cette erreur résulte d'une confusion humaine dans la rédaction du texte. La SDJ de franceinfo tv regrette profondément cet incident et reconnaît l'importance de la précision dans le traitement de l'information, particulièrement dans un contexte aussi sensible. Nous saluons la réactivité de la direction et nous présentons, au nom de toute la rédaction, nos plus sincères excuses à nos téléspectateurs. Cet incident, bien que regrettable, ne reflète en rien les valeurs fondamentales de notre rédaction: son indépendance, sa neutralité et son exigence de rigueur journalistique. Nous restons pleinement engagés à mériter votre confiance.

Depuis le 7 octobre 2023, Franceinfo et France Télévisions s'illustrent par un traitement



structurellement biaisé du conflit colonial en Palestine, dont on ne voit pas bien en quoi il pourrait permettre à la rédaction de se targuer d'une quelconque « indépendance » ou « neutralité ». Face à l'accumulation d'« incidents », de manquements, de partis pris et d'angles morts confinant à la désinformation, jamais jusqu'alors la Société des journalistes de Franceinfo n'avait fait paraître publiquement le moindre communiqué. Convier sur son plateau un représentant de la chaîne de propagande i24 News²? Pas un problème. Participer aux interrogatoires médiatiques contre Rima Hassan en multipliant les interruptions, les invectives et les procès d'intention³? Pas un problème. Le traitement à charge et déséquilibré des mobilisations étudiantes en soutien au peuple palestinien⁴? Pas un problème. Un

“Cet incident, bien que regrettable, ne reflète en rien les valeurs fondamentales de notre rédaction: son indépendance, sa neutralité et son exigence de rigueur journalistique.”

SDJ de Franceinfo

rédacteur en chef, Patrice Romedenne pour ne pas le nommer, qui multiplie injures, « *partage de[s] messages de personnalités proches de l'extrême droite et relai[e] de[s] fake news* » sur X⁵? Pas un problème. Plus récemment, une « *interview passe-plat de Rafowicz, [des] invités qui qualifient [tous] les prisonniers [palestiniens] de terroristes (sans nuance, sans source et surtout sans contradiction), aucune contextualisation, aucun mot sur Gaza* » comme le signale la journaliste Elodie Safaris sur X (25 janv.)? Pas un problème. Etc. Sur Franceinfo, l'humour est plutôt à l'autocélébration et à la fermeture du débat autorisé.⁶

Ce communiqué, publié sous la pression politique d'élus et d'« influenceurs » sur X, nous renseigne quant à l'autonomie des rédactions vis-à-vis du champ politique... Mais il est d'abord et avant tout un symptôme supplémentaire du « deux poids, deux mesures » et de la dépolitisation qui minent le traitement médiatique de ce conflit colonial. À plusieurs titres:

1. Cette position publique « extraordinaire » de la rédaction de Franceinfo rend visible, par contraste, l'étendue de ce à quoi elle ne réagit jamais... et ce dont elle ne s'indigne pas. Poreuse aux critiques alignées sur le récit dominant, étanche aux contre-discours, la rédaction trie manifestement entre les « téléspectateurs » dont les indignations comptent, et ceux dont les critiques ne valent rien. Toutes ne sont donc pas logées à la même enseigne puisque nombre d'entre elles sont restées lettre morte, malgré moult signalements de téléspectateurs, *a fortiori* au cours des quinze derniers mois.

2. S'il n'est pas du ressort d'Acrimed d'édicter ce qui relèverait d'un « juste » choix lexical, nous constatons, en revanche, que Franceinfo passe la discussion par pertes et profits et tranche une question politique qui anime pourtant tout un pan de la société: depuis les milieux militants (Tsedek, BDS, etc.) jusqu'au champ universitaire, en passant par des auteurs, autrices, intellectuels et des juristes spécialistes du droit international. *Quid* des arrestations administratives arbitraires de masse de Palestiniens et des conditions de détention



en violation du droit international ? Ces questions de fond devraient interroger les journalistes sur la nature d'un régime qui occupe militairement un territoire, et au cœur duquel le système pénitentiaire remplit une fonction de contrôle social d'une population. On le voit : rien qui ne vaille la peine d'être « discuté » dans les médias, rien qui ne mérite qu'on interroge ce que recouvre le sens des mots... Et de fait, peu importe à Franceinfo : parler d'« otages palestiniens » relèverait ainsi d'une « erreur inadmissible », d'un « titre inapproprié » et « inexact ». En décrétant « ce qui ne peut être discuté » (utiliser le terme « otages » pour parler des Palestiniens détenus par l'État d'Israël), Franceinfo délimite le périmètre médiatiquement acceptable ; ce qui, du reste, n'est pas la moindre des fonctions des médias au service du maintien de l'ordre.

3. En laissant ici toute analyse critique de l'État d'Israël hors-champ, Franceinfo contribue à invisibiliser et discréditer les acteurs qui les soutiennent. Depuis un an et demi, leur traitement médiatique oscille entre la marginalisation et la silenciation pure et simple : des organisations militantes et des universitaires critiques de la politique de colonisation d'Israël, des collectifs juifs décoloniaux, ou encore des juristes soucieux de faire valoir quelques principes fondamentaux du droit international dans le débat public. Lesquels seraient en capacité d'argumenter et de pallier la médiocrité de l'information internationale, pour peu que les grands médias leur ouvrent enfin la porte.

Dans la droite lignée du fiasco BFM-TV, dont la SDJ et la direction se sont récemment illustrées par des indignations quelque peu sélectives⁷ – douce est la litote –, la rédaction de Franceinfo fait une nouvelle démonstration de l'inanité du journalisme à l'œuvre depuis quinze mois sur la situation au Proche-Orient. Les prises de position successives de la chaîne, d'une cadre dirigeante de l'audiovisuel public et de la SDJ de Franceinfo visaient à redorer le blason d'une ligne et de pratiques éditoriales. Elles ont au contraire révélé leurs biais : dépolitisation structurelle ; deux poids, deux mesures permanent. On en retient que certaines productions journalistiques méritent des « clarifications » publiques, et d'autres jamais ; que des « débats » peuvent avoir lieu, mais que certains sont voués à être classés sans suite. Rien à dire : Franceinfo nous livre une parfaite leçon de journalisme tel qu'il va. ■

7. Lire « BFMTV, Israël-Palestine, Rima Hassan et "les deux côtés" » et « Rima Hassan coupée en direct : BFMTV en flagrant déni », Arrêt sur images, 12 oct. 2024.

ACTE II

Le 5 février, Franceinfo consacrait l'émission « L'heure américaine » aux déclarations de Donald Trump, tenues la veille à la Maison Blanche au côté de Benyamin Netanyahu : transformer Gaza en « côte d'Azur du Moyen-Orient », sous « contrôle » des États-Unis. Lesquelles succèdent à ses propos revendiquant vouloir y « faire le ménage » en expulsant la population de Gaza vers l'Égypte et la Jordanie (25 janv.). Face à cela, Franceinfo opte pour un traitement éditorial en deux temps, dignes d'une dissonance cognitive pour le moins révélatrice du « journalisme » à l'heure des chaînes d'info...

« Gaza : la proposition sidérante de Donald Trump », dit le bandeau inaugural de Franceinfo, le 5 février, avant qu'un extrait du journal de France 2 soit diffusé en guise d'introduction à l'émission « L'heure américaine », au cours duquel un journaliste rappelle que les propos de Donald Trump sont « contraires au droit international ».

Dans cette première partie d'émission, d'une durée de 30 minutes environ, le présentateur Julien Benedetto et les quatre commentateurs qui l'entourent – deux journalistes et deux chercheurs – ne manquent pas de faire part de leur stupéfaction. « Choquant », juge le journaliste Dominique Simonnet ; « très choquant », renchérit Jérôme Viala-Gaudefroy. « Scandaleux », « provocateur », « outrancier » : le chercheur à l'IRIS, David Rigoulet-Roze, ne mâche pas non plus ses mots, appelant à « ne pas minimiser » ce type de déclarations. « Je ne sais pas s'il faut le prendre au sérieux mais en tout cas, il faut le prendre au tragique », poursuit l'éditorialiste de Franceinfo, Michel Mompontet, avant de déplorer une « réalité alternative totalement folle » et « un mépris extraordinaire des Palestiniens ». C'est un animateur également abasourdi qui s'exprime au moment

de rapporter une « indignation planétaire », rappelant la position du « chef de l'ONU [...] contre toute proposition de nettoyage ethnique », comme celle d'Amnesty International, dénonçant une « proposition de colonisation du XXI^e siècle ». Julien Benedetto n'en démord pas : « On le redit hein : [le] déplacement forcé de population, c'est ce qu'il y a dans cette proposition de Donald Trump, c'est un crime de guerre. En fait, Donald Trump, il ne fait ni plus ni moins que de proposer... un crime de guerre ! »

C'est donc en toute logique que le plateau de Franceinfo va consacrer une deuxième partie d'émission à discuter... des conditions de sa mise en œuvre. Et ce n'est pas un « dérapage » du « flux » du commen-

tariat à l'instant T puisqu'au moment où cette deuxième partie est annoncée entre en plateau, en remplacement de Jérôme Viala-Gaudefroy, un « expert » tout indiqué pour la « discussion », dont on comprend qu'elle était donc prévue : Franck Delvau, président de l'Union des métiers des industries et de l'hôtellerie d'Île-de-France. C'est Julien Benedetto qui l'introduit :

Julien Benedetto : *Alors on a beaucoup parlé de l'aspect politique de cette proposition de Donald*

Trump. On va laisser la politique de côté pour un instant, on va accueillir Franck Delvau, bonsoir. [...] On a voulu vous inviter ce soir parce qu'on a envie de voir si cette proposition de Trump, elle a vraiment vocation à exister sur le plan économique. On a beaucoup dit : Trump est aussi un promoteur immobilier, c'est comme ça qu'il négocie. La bande de Gaza en Riviera : est-ce que ça a du sens pour le professionnel du tourisme que vous êtes ? La bande de Gaza a des atouts. On l'a déjà dit.

Le basculement s'opère alors le plus naturellement du monde en plateau : aucun des invités préalablement outrés par les propos de Donald Trump ne signifie la moindre incompréhension quant à la tournure du « débat ». Tous s'apprêtent même à prendre

**“On va
laisser la
politique de
côté pour
un instant.”**

Julien Benedetto

part à cette « discussion » au cours des dix minutes suivantes, qui provoquera même quelques rires. Julien Benedetto avait du reste soigné la transition : un « *clip de la Direction nationale de la diplomatie publique, c'est un organisme qui est rattaché au Premier ministre* ». Bel euphémisme pour ne pas parler de vidéo de propagande de l'État d'Israël, laquelle se trouve donc diffusée en intégralité, sans le moindre début de commencement de commentaire journalistique ensuite... par le service public. Après cette petite facétie s'ouvre donc le « débat tourisme », sobrement titré en bandeau : « Gaza "Côte d'Azur" et si c'était possible ? »

C'est assez rare pour être souligné, alors soulignons-le : après avoir été mise en cause sur les réseaux sociaux, la chaîne concède « *un traitement totalement inapproprié et regrettable* » (X, 6 févr.) et la SDJ, une « *erreur éditoriale inadmissible, totalement hors de propos* » (X, 7 févr.). Arrêt sur images indiquant y compris que le « *rédacteur en chef de l'émission s'est provisoirement mis en retrait de l'antenne* ». ¹ « *Journalistiquement, éthiquement, déontologiquement et humainement, c'est profondément déplorable et totalement inexcusable* », abonde le SNJ ². Dont acte. On se prend toutefois à imaginer à quoi auraient ressemblé les quinze derniers mois si des réactions similaires avaient été systématiquement de mise...

En l'occurrence ici, c'est bien le fait même qu'une telle séquence ait pu être pensée, puis avoir lieu, sans garde-fou, mais aussi le basculement du « débat » qui interroge : dire que quelques minutes avant cette séquence, ce même plateau communiait dans l'indignation, Julien Benedetto allant jusqu'à écarquiller les yeux d'adhésion au moment où David Rigoulet-Roze écrivait Donald Trump, qui ne voit en Gaza que « *des surfaces, [...] pas un territoire* ». Dire que quelques minutes plus tôt, l'éditorialiste de Franceinfo Michel Mompontet « *décryptait* » les stratégies de communication du président américain d'un air entendu, sous les regards tout aussi entendus du plateau : « *Il y a un incendiaire fou qui balance des trucs pour nous occuper et donc effectivement, maintenant on doit se poser une petite question : s'il nous occupe autant, qu'est-ce qu'il ne veut pas qu'on regarde ?* »

À croire que sur un plateau de télévision, les journalistes sont plus aptes à voir la poutre dans l'œil du voisin américain plutôt que dans le leur : on peut

ainsi « *déceler* » la nocivité de « *stratégies de communication* » pour mieux s'y engouffrer tête baissée l'instant d'après... et même dire pire.

De fait, cette séquence en dit d'abord très long sur les ravages du journalisme de commentaire et des formats qui lui sont associés : auto-intoxiqués au bavardage sur tout et n'importe quoi, de tous et n'importe qui, tout le temps, et dans n'importe quelles conditions, les professionnels de la parole publique baignent dans un quotidien où l'information est totalement dévaluée, où tout peut devenir un « *produit journalistique* » en puissance, où de légèreté en bouillie intellectuelle, « *l'expertise* » inconsistante est la norme.

Les routines professionnelles consistant à « *catégoriser* » à l'absurde les sujets d'information contribuent également à la dépolitisation générale, à vider les contenus de leur substance et de leur sens. « *On va laisser la politique de côté* » pour aller « *sur le plan économique* » : quel sens peut bien avoir cette manière de penser une « *discussion* » quelle qu'elle soit, et *a fortiori* celle-ci ? Aucun.

Enfin, il faut bien dire qu'au terme de quinze mois de dépolitisation structurelle de la question palestinienne dans les grands médias, de déshumanisation des Palestiniens et d'un nombre incalculable de séquences ayant consisté à normaliser le fait que tout un chacun puisse disserter de leur sort... sans eux, sans doute ne faut-il pas s'étonner qu'un plateau puisse ainsi larguer les amarres et naviguer à vue dans une « *réalité alternative totalement folle* », dixit l'un de ses protagonistes, en imaginant les conditions de réalisation pratico-pratiques d'une « *Côte d'Azur à Gaza* ». ■

«La bande de Gaza en Riviera: est-ce que ça a du sens pour le professionnel du tourisme que vous êtes?»

Julien Benedetto

1. «Gaza, "petit paradis" touristique sur franceinfo: sanctions en vue», Arrêt sur images, 7 févr.

2. «Gaza plage sur France Info. L'inexcusable à l'antenne», SNJ France Télévisions, 6 févr. Voir aussi «Quand Franceinfo devient Fox Info!», (CGT France Télévisions, 7 févr.) et «Sous les cadavres, la plage. Sur France info, on construit des châteaux en Espagne et des hôtels à Gaza» (CFDT France Télévisions, 7 févr.).



Plus d'une dizaine de Unes depuis septembre 2024 : Bruno Retailleau est sans nul doute l'obsession médiatique des derniers mois – il y a quelques semaines, le gratin des éditorialistes et journalistes politiques composant le jury du « Trombinoscope » l'a d'ailleurs élu « personnalité politique de l'année ».

À l'exception de celle de *Libération*, ces Unes lui sont toutes favorables. Les médias de droite et d'extrême droite accompagnent quant à eux leur

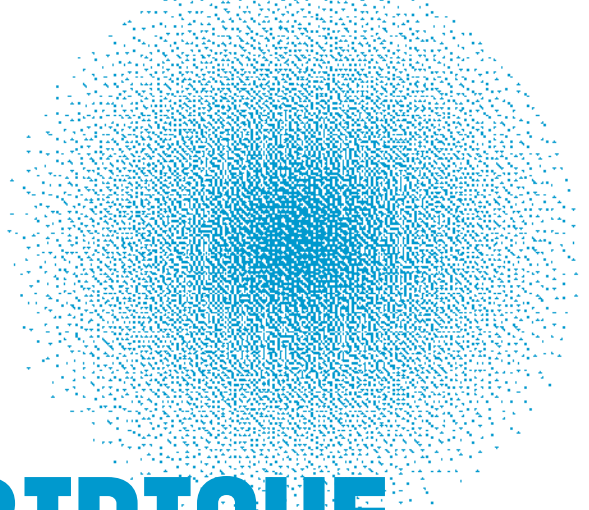
L'OBSESSION RETAILLEAU

« champion » du moment et signent, bien sûr, leur alignement idéologique.

Mais plus généralement, ces Unes témoignent de la concordance avec laquelle les grands médias suivent le tempo des « personnalités » qui

concentrent le plus fort capital politique... et assurent elles-mêmes au mieux leur promotion et le développement de leur capital médiatique : communication agressive, saturation de l'espace, proximité avec les éditorialistes, etc. Bref, la

construction médiatique des « incontournables » fonctionne à plein. Comme Emmanuel Macron avant lui, superstar médiatique observée jusqu'à l'obsession, mais aussi Alain Juppé, Bernard Cazeneuve, Gabriel Attal, Raphaël Glucksmann, Jordan Bardella ou encore Éric Zemmour, c'est au tour de Bruno Retailleau d'être celui qui, du point de vue des médias, « fait l'actu ». De quoi, en retour, renforcer encore davantage son capital politique... et demeurer au premier plan. ■



POUR UN STATUT JURIDIQUE DES RÉDACTIONS

Une proposition pour transformer les médias.

Considérant dès sa création que pour qu'un autre monde soit possible, d'autres médias sont nécessaires, Acrimed a engagé de longue date une réflexion et un débat sur des propositions de transformation des médias dominants. L'aggravation de la situation desdits médias au cours des dernières années a suscité un approfondissement de cette réflexion, dont témoigne la présente contribution. Celle-ci porte exclusivement sur le statut juridique des rédactions¹, sans oublier pour autant les questions qui lui sont liées.

DES RÉDACTIONS SANS STATUT JURIDIQUE

Parler d'«équipe éditoriale» pour désigner l'ensemble des journalistes d'un média constitue un abus de langage, ladite équipe n'ayant en réalité aucun pouvoir éditorial autre que celui que veut bien lui concéder son directeur de rédaction et/ou son propriétaire – qu'elle ne peut du reste ni choisir, ni changer... C'est dire que le collectif des journalistes n'a aucune prise sur les deux piliers de l'identité de leur média : sa propriété et sa ligne éditoriale. Le statut juridique des rédactions n'existe pas. Les journalistes, seuls producteurs de l'information, n'ont aucun droit sur elle.

Certes, les journalistes peuvent individuellement faire jouer la «clause de cession» en cas de modification importante dans le capital du média, ainsi que la «clause de conscience» lorsque surgit un désaccord avec un changement de ligne éditoriale. Dans ces deux cas, ils peuvent démissionner tout en percevant des indemnités de licenciement et les allocations de chômage. À l'échelle individuelle donc, leur droit peut se résumer ainsi : «Si tu n'es pas content, tu t'en vas!» sans aucune possibilité de négociation.

LES SOCIÉTÉS DE JOURNALISTES

L'absence de droits collectifs n'a pas empêché les rédactions de s'organiser pour défendre leurs intérêts. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, des «sociétés de journalistes» sont créées périodiquement, particulièrement en période de crise, pour soutenir leurs revendications. Théorisées par Jean Schwoebel² et documentées par Bertrand Verfaillie³, ces sociétés de journalistes ont parfois obtenu gain de cause, quand le rapport de forces leur était favorable. Toutefois, la plupart du temps, elles sont impuissantes face à une hiérarchie qui a tous les droits.

1. «Doter les rédactions d'un statut juridique», Acrimed, 26 janv. 2015.

2. Journaliste au Monde, Jean Schwoebel crée en 1951 la Société des rédacteurs du Monde, une des premières sociétés de journalistes. Il sera aussi à l'initiative de la Fédération française des sociétés de journalistes en 1967. Il expose sa conception des sociétés de journalistes dans *La presse, le pouvoir et l'argent*, Seuil, 1968/2018.

3. Auteur de *Sociétés de journalistes, sociétés de rédacteurs, les rédactions ont-elles une âme?*, Alliance internationale de journalistes, 2008.

4. Les quelques témoignages que nous avons recueillis au cours de notre enquête s'accordent sur le fait qu'au sein du Forum des SDJ, les divergences idéologiques et

Leur développement s'est opéré par vagues. Limitées à quelques grands quotidiens dans les années 1950, elles sont une vingtaine à la fin des années 1960, regroupées dans la Fédération française des sociétés de journalistes, devenue en 2005 le Forum des SDJ, qui associe les SDJ de 30 médias. Plus récemment, enfin, à la suite des concentrations accélérées par les milliardaires, elles se sont multipliées (plus d'une centaine) dans toutes les catégories de médias⁴.

En dépit de capacités très restreintes, au gré de leurs revendications, leur expérience leur a permis de mettre progressivement à jour les éléments constitutifs de ce que pourrait être un véritable statut juridique des rédactions. Ce sont ces éléments, et quelques autres, qui sont mobilisés dans la présente proposition.

UNE REVENDICATION PLEINE D'ACTUALITÉ

Revendiqué de longue date par les syndicats de journalistes, le «statut juridique des rédactions» consiste à conférer une assise légale à l'équipe éditoriale rédactionnelle de chaque média, qui lui assure *a minima* un droit de regard sur sa ligne éditoriale.

À cet égard, le «droit d'agrément», élément central et inhérent à ce statut, entend prendre la forme d'un droit de veto aux journalistes sur la nomination de leurs responsables de rédaction.

Cette question a été récemment mise à l'ordre du jour, à la suite de la nomination de Geoffroy Lejeune à la direction de la rédaction du *JDD*, et de la grève infructueuse qui a tenté de s'y opposer⁵, lesquelles se sont soldées par la démission de 95% de la rédaction. L'existence d'un droit d'agrément dans la loi aurait sans aucun doute permis de s'opposer efficacement à ce qui s'apparente à un putsch éditorial.

L'épisode a suscité de nombreuses réactions. Diverses propositions de loi⁶ portant l'instauration d'un droit d'agrément, qu'Acrimed appelait à approfondir⁷, ont alors émergé. Une requête a été adressée à la ministre de la Culture⁸ et cette question sera inscrite aux États Généraux de l'Information (EGI) lancés par le gouvernement, ainsi que dans le cadre de la contre-initiative lancée par le Fonds pour une

presse libre (FPL), les États Généraux de la Presse Indépendante (EGPI).

À l'Agence France-Presse, les syndicats, la SDJ et le CSE se sont également saisis de la question.

Ces exemples montrent que la revendication est sérieusement soutenue par une part significative de la profession. Acrimed a souhaité contribuer à l'effort collectif en menant un travail conséquent d'entretiens, afin de recueillir les points de vue des acteurs les plus concernés, des sociétés de journalistes aux syndicats.

DÉFENDRE LE POUVOIR COLLECTIF DES JOURNALISTES SUR LEUR LIGNE ÉDITORIALE

La liberté de la presse n'est trop souvent envisagée que sous l'angle des droits individuels des journalistes à ne pas subir de pressions ni d'obstruction dans leur travail d'information et sous celui de la liberté d'entreprendre des actionnaires, libres de faire ce que bon leur semble des médias dont ils s'emparent. À l'inverse, l'idée selon laquelle les journalistes devraient bénéficier de droits collectifs sur la ligne éditoriale de leur média, voire sur sa vie économique, est trop rarement défendue. Elle n'est pourtant pas nouvelle: la Charte de Munich signée en 1971 évoquait un droit de l'équipe rédactionnelle d'être consultée sur les décisions importantes prises par la direction pour tout ce qui la concerne.

En l'état actuel du droit, l'actionnaire d'un média a le pouvoir d'imposer de force les changements de ligne éditoriale qu'il souhaite. Au mieux, les journalistes en désaccord avec ces changements pourront obtenir le bénéfice de leur clause de conscience

les logiques de concurrence étaient effacées par la préoccupation centrale de l'indépendance des rédactions.

5. «Grève au JDD: lutter contre l'extrême droite aujourd'hui... et demain?», Acrimed, 2 juil. 2023.

6. «Le choix du directeur de la rédaction par les journalistes: quatre propositions de loi», Acrimed, 23 août 2023.

7. «Désignation de la direction de la rédaction: une question politique», Acrimed, 19 sept. 2023.

8. «"Madame Dati, il est urgent de garantir l'indépendance des rédactions", demande un collectif de journalistes, médias, syndicats et associations», *Le Monde*, 26 mars 2024.

Au *Monde*, en 1951, la société des rédacteurs obtient la réintégration de Hubert Beuve-Méry à la direction du journal. En 2007, elle obtient le départ de Jean-Marie Colombani de la présidence du directoire du groupe. Au *Figaro*, en 1969, après 15 jours de grève avec occupation, la société de journalistes (SDJ) obtient la nomination de Louis-Gabriel Robinet à la direction de la rédaction. À *France 2* en février 2004: alors que Pujadas annonce au JT le retrait de Juppé de la vie politique, ce dernier déclare au même moment sur

TF1 qu'il garde tous ses mandats; la SDJ initie alors une motion de défiance votée par la rédaction à 69% contre Olivier Mazerolle, directeur de l'information et à 67% contre l'équipe du JT (Pujadas). Olivier Mazerolle démissionne et Pujadas est suspendu 15 jours. À *l'Alsace-Le Pays* en 2005, la SDJ associée à la CFDT obtient, à la suite d'une motion de défiance, le départ du directeur de la rédaction. À *Libération* en 2014, Nicolas Demorand démissionne à la suite d'une motion de défiance.

et démissionner en bénéficiant de l'assurance chômage et d'indemnités équivalentes à des indemnités de licenciement.

Une telle situation témoigne de la faiblesse de la protection des journalistes et du recul plus général de la liberté de la presse qu'Acrimed observe depuis sa création. C'est pourquoi, au-delà même de la dimension législative de la question, il convient de s'interroger sur l'exercice du pouvoir sur la ligne éditoriale des médias : qui détient ce pouvoir, et devant qui doit-on en répondre ?

À cet égard, un rappel fondamental s'impose : la liberté de la presse implique nécessairement que ceux qui sont censés l'exercer, les journalistes, sont effectivement libres de décider de ce qu'ils en font – dans les limites de la déontologie journalistique. C'est pourquoi il apparaît indispensable que les collectifs dans le cadre desquels cette liberté est exercée, les médias, soient organisés de manière à ce que les décisions affectant leur ligne éditoriale soient prises démocratiquement.

REEMPLACER LE MODÈLE ACTUEL DES SDJ

La liberté éditoriale des journalistes ne peut reposer que sur un socle suffisamment solide, pérenne et fédérateur. Aussi, les propositions qui suivent doivent s'analyser comme des standards minimum à mettre en œuvre pour en garantir l'effectivité à court terme.

Le « statut juridique des rédactions » trouve ici son plein intérêt. L'appellation recoupe certes de nombreuses interprétations différentes, des plus timides aux plus radicales, qui permettraient entre autres un contrôle de la ligne éditoriale par les journalistes.

Acrimed préconise l'instauration d'une obligation légale pour tous les médias de créer une instance capable d'assurer un rôle de contre-pouvoir face à la hiérarchie éditoriale.

Cette instance aurait vocation à remplacer le modèle des actuelles sociétés de journalistes (SDJ). Contrairement à ces dernières, qui sont généralement des associations ou sociétés civiles (dont les formes varient), elle doit bénéficier d'un statut juridique spécifique, organisé par la loi, et de pouvoirs plus étendus.

Elle serait notamment dotée des prérogatives suivantes :

- Elle est dotée de la personnalité juridique.
- Elle participe avec la direction à la rédaction de la charte déontologique du média.
- Elle peut s'exprimer dans son média d'appartenance.
- Elle peut s'associer à d'autres sociétés des journalistes et aux syndicats de journalistes pour des communiqués ou actions communs.
- Ses délégués ont les mêmes statuts protégés que les représentants de CSE et syndicaux.
- Elle est financée par son média par un pourcentage de la masse salariale des journalistes.
- Elle peut prendre l'initiative de motions de défiance contre la direction de la rédaction.

ÉLECTION DU DIRECTEUR DE LA RÉDACTION (DROIT D'AGRÈMENT)

Directement liée à cette question et tout aussi importante, est la question du droit de vote des journalistes, voire de l'ensemble des travailleurs d'un média, sur leur hiérarchie éditoriale. En attendant de confier *exclusivement* aux journalistes le choix et l'élection des candidats à la direction de la rédaction, obliger légalement les actionnaires à solliciter l'accord des journalistes pour les responsables de la rédaction qu'ils souhaitent désigner constituerait déjà un progrès conséquent.

La question est en effet stratégique dans la mesure où c'est bien à travers les décisions quotidiennes de la hiérarchie que passe l'essentiel de l'orientation éditoriale d'un média : hiérarchisation de l'information, cadrage des publications, éditos,

9. « Concentration des médias : l'audition d'Acrimed au Sénat », Acrimed, 22 déc. 2021.

10. « En finir avec le CSA ! Pour un Conseil national des médias... de tous les médias », Acrimed, 6 févr. 2012.

11. « Contre la suppression de la redevance ! Pour la refondation de l'audiovisuel public ! », Acrimed, 28 juin 2022.

assignations à tel ou tel poste, voire la menée des interviews des personnalités publiques importantes, puisque les postes de présentateurs sont généralement à compter parmi les membres de la hiérarchie.

À défaut d'une situation plus favorable, une solution de compromis pourrait être d'organiser la désignation de la direction éditoriale de la manière suivante: sur proposition des actionnaires, une candidature à la direction éditoriale est mise au vote des journalistes. Si le vote est négatif, une deuxième candidature soutenue par les actionnaires est proposée. En cas de nouveau refus, la SDJ peut alors proposer son propre candidat. Un tel système permettrait de s'assurer que le dernier mot revienne aux journalistes tout en laissant aux actionnaires la possibilité de soumettre une personnalité de leur choix au préalable.

Dans le même esprit, il conviendrait également de compléter ce droit d'agrément du responsable de la rédaction d'un droit de révocation à l'initiative des journalistes.

COMPLÉMENTARITÉ AVEC LES AUTRES PROPOSITIONS D'ACRIMED

Dans la situation actuelle, force est de constater qu'un certain nombre de journalistes pourraient refuser de prendre le risque de décourager les investissements privés dans la presse. Depuis la crise des revenus publicitaires avec l'arrivée d'Internet, beaucoup de médias vivent aujourd'hui à perte, et dépendent donc de refinancements épisodiques, sur fond de précarité croissante des journalistes.

Pour parvenir à une transformation conséquente et obtenir le soutien d'une part significative de la profession, une telle réforme ne peut pas se faire seule. Elle doit nécessairement s'accompagner de l'assurance que les médias pourront trouver d'autres sources de financement qui permettent leur indépendance. On peut tout à fait comprendre que beaucoup de journalistes soient méfiants à l'idée de troquer une dépendance aux capitaux privés contre une dépendance à des subventions étatiques sous contrôle du gouvernement.

Afin de leur offrir une porte de sortie viable, il conviendra donc de compléter cette réforme par une autre, relative au statut des entreprises de presse à but non lucratif, qui leur permette un financement autonome hors d'atteinte du pouvoir politique, et pouvant bénéficier d'aides à la presse qui leur soient réservées.

Il s'agira également de fixer des conditions strictes quant à la participation des actionnaires au capital des médias – voir à ce sujet nos propositions de renforcement des lois contre la concentration des médias⁹.

Enfin, comme mentionné plus haut, le pouvoir des journalistes sur leur ligne éditoriale s'accompagne d'un pouvoir régulateur des citoyens, renforcé et séparé du pouvoir politique. C'est à ce niveau que se place la transformation de l'Arcom en un Conseil national des médias¹⁰ et la nécessaire refondation de l'audiovisuel public¹¹.

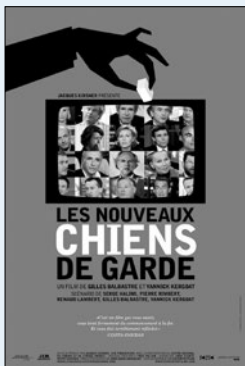
Bien entendu, de tels changements de fond ne résoudraient pas tout. Gageons toutefois que la qualité de l'information ainsi que son pluralisme y gagneraient beaucoup. ■

MÉDIA(BOU)TIQUE

Née du mouvement social de 1995, dans la foulée de l'Appel à la solidarité avec les grévistes, notre association, pour remplir les fonctions d'un observatoire des médias, s'est constituée comme une association-carrefour.

Elle réunit des journalistes et salariés des médias, des chercheurs et universitaires, des acteurs du mouvement social et des « usagers » des médias. Elle cherche à mettre en commun savoirs professionnels, savoirs théoriques et savoirs militants au

service d'une critique indépendante, radicale et intransigeante. Acrimed est présente sur de nombreux fronts. Pour contester, mobiliser, porter des alternatives. Et dans ce combat inégal face aux tenants de l'ordre médiatique, nous avons besoin de vous !



► **Je fais un don** de soutien à Acrimed d'un montant de€

► **J'adhère** ou je renouvelle mon adhésion à Acrimed

☐ Cotisation de base: **40 €**

☐ Chômeurs indemnisés, précaires, étudiants: **10 €**

☐ Revenus > 2 000€ mensuels: **70 €**

☐ Chômeurs non indemnisés, bénéficiaires du RSA: **5 €**

► **Je m'abonne** pour un an (soit quatre numéros) à *Médiacritiques* à partir du n°

☐ Tarif normal France: **20 €**

☐ Tarif précaires France: **10 €**

☐ Livraison à l'étranger: **30 €**

► **Je commande**

☐ Le DVD «Les Nouveaux Chiens de garde»: **18,40 €**

☐ Le livre *L'Opinion, ça se travaille...*, aux éditions Agone: **13 €**

☐ Le livre «*Au nom de la démocratie votez bien!*», aux éditions Agone: **15 €**

☐ Le livre *Les Médias contre la rue*, aux éditions Adespot: **21 €**

☐ Le livre *Les médias contre la gauche*, aux éditions Agone: **15 €**

**S'ABONNER
ADHÉRER
EN LIGNE**
boutique.acrimed.org

Nom: Prénom:

Adresse:

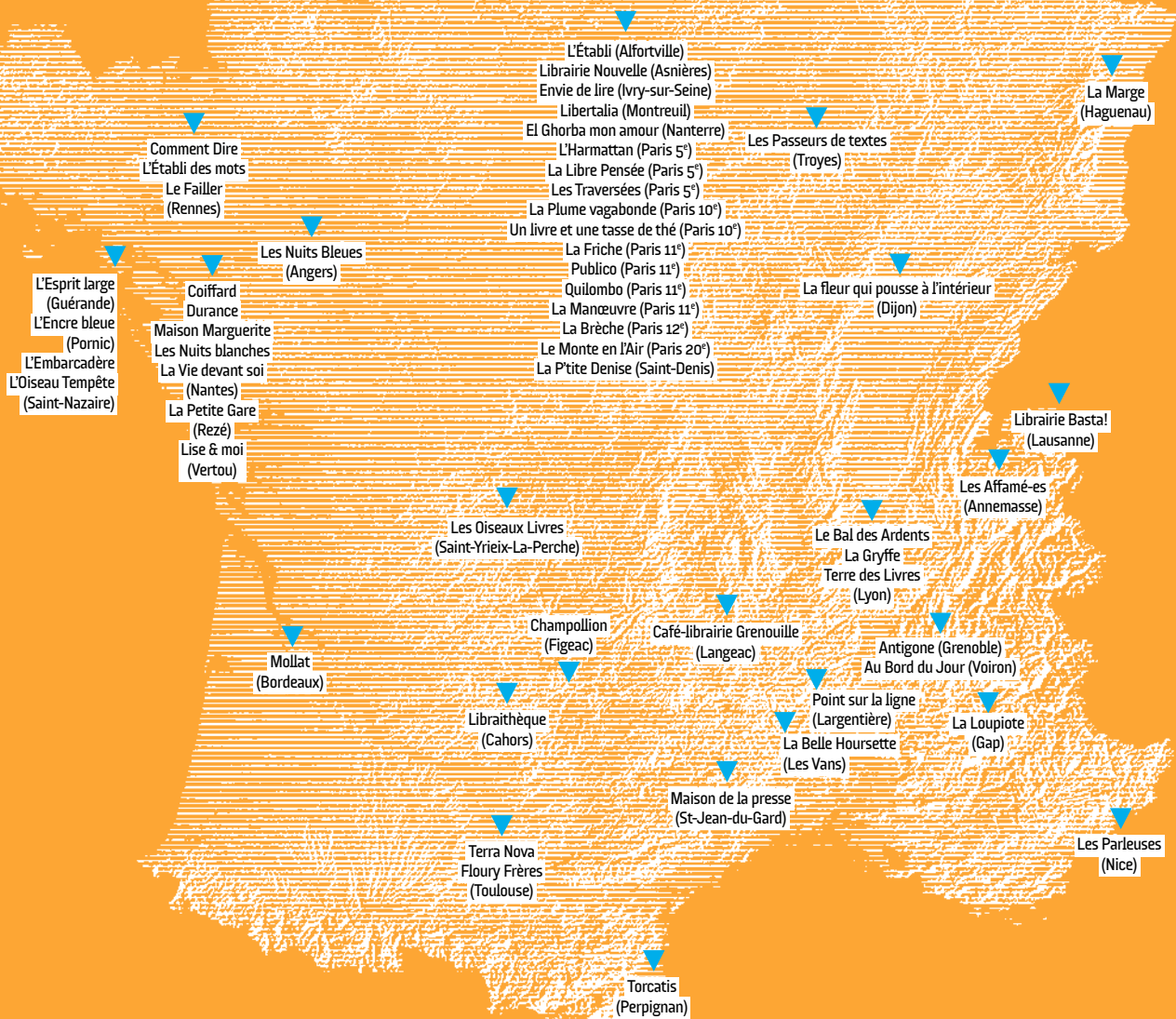
Code postal: Ville:

Courriel:

Signature:

Bulletin à découper, photocopier ou recopier sur papier libre, et à renvoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre d'«**Action-Critique-Médias**», à l'adresse suivante: Acrimed – Maison des associations, 6 cours des Alliés – 35000 Rennes – Courriel: info@acrimed.org

MÉDIACRITIQUES EN LIBRAIRIE



Vous êtes libraire et souhaitez diffuser *Médiacritiques* ?
Vous êtes lecteur ou lectrice et souhaitez nous aider à démarcher votre librairie ?
Contactez-nous! info@acrimed.org

MÉDIACRITIQUES

N°54

REVUE TRIMESTRIELLE
D'ACRIMED

PRINTEMPS 2025

2 LA FABRIQUE
DU CONSENTEMENT
À «L'EFFORT DE GUERRE»

6 JDD & JDNEWS
L'EXTRÊME DROITE
ET LE GOUVERNEMENT
CÔTE À CÔTE

12 BHL
ENCORE EN PARADE

16 GUILLAUME ERNER ET
LA CRITIQUE DES MÉDIAS

21 ÉRIC NAULLEAU DANS
«C MÉDIATIQUE»:
DE COMPLAISANCE
EN LÉGITIMATION

24 GAZA: LES ŒILLÈRES
ET LES PARTIS PRIS
DU *PARISIEN*

32 CISJORDANIE, GRANDE
OUBLIÉE DES MÉDIAS

38 DÉBÂCLES À FRANCEINFO

44 POUR UN STATUT JURIDIQUE
DES RÉDACTIONS

ET DANS LES RUBRIQUES...

15 LES PRIX
DU TROMBINOSCOPE,
OU LA CONSÉCRATION
DE L'ENTRE-SOI

20 YVES CALVI
EN MAJESTÉ

43 L'OBSESSION
RETAILLEAU